

RDA: pour la lutte de classe contre le pillage capitaliste

La marche vers un Quatrième Reich menace tous les travailleurs

L'article ci-après est traduit de Spartakist-Arbeiterpressekorrespondenz n° 29, 27 mars, le journal de nos camarades du Parti ouvrier spartakiste d'Allemagne (SpAD). Pour les récents développements qu'a connus la RDA, nous renvoyons nos lecteurs en page 7 à l'article « Les travailleurs de RDA protestent contre le plan des banquiers pour un Quatrième Reich ».

La fascination du tout puissant deutsche mark l'a emporté dans les élections [du 18 mars] au Volkskammer [le Parlement est-allemand], avec une victoire pour un Quatrième Reich de l'impérialisme allemand. La campagne effrénée vers la réunification et la perspective d'une Grande Allemagne capitaliste représentent une escalade des dangers non seulement pour les acquis sociaux de la RDA -

sa première cible - mais aussi pour les travailleurs du monde entier. Le Drang nach Osten [poussée vers l'Est] de Bonn terrifie à juste titre la population de Pologne, et signifiera une brusque escalade des attaques chauvines et racistes contre les Polonais, Turcs, Vietnamiens, Africains et autres minorités en RDA et en RFA.

La victoire des forces restaura-
Suite page 8



Spartakist

Berlin-Est, 6 mars - Les trotskystes allemands contre la loi de privatisation : « Non à la réunification capitaliste ! »

NEW YORK SPARTAKIST PAGES

BOX 444 CANAL STREET STATION

NEW YORK, N.Y. 10013

212 267-1025

A bas la terreur et la ségrégation racistes!

Consensus raciste à la «table ronde» de Mitterrand-Rocard

Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés!

21 avril - En une seule semaine du mois de mars, la terreur anti-«immigrés» a fait trois morts et un blessé à vie. Tous d'origine maghrébine comme les 107 autres qui, d'après une enquête du MRAP, ont été assassinés par des tueurs racistes depuis 1983 - et ce nombre est hélas sans aucun doute sous-estimé.

La plupart de ces tueurs appartiennent au bras armé de la bourgeoisie, les flics. La remise en liberté immédiate du sous-brigadier Marin, qui a abattu le 6 mars Saad Saoudi, n'est que le dernier exemple de la mansuétude sans limite dont fait preuve la «justice» bourgeoise à l'égard de ces terroristes en uniforme - affirmation délibérée de la part de la bourgeoisie que dans ce pays la terreur anti-«immigrés» est d'abord une terreur d'Etat institutionnalisée. La «France des droits de l'Homme» a vu ces dernières années se multiplier les corps policiers ou para-policiers spécialisés dans la répression anti-«immigrés» et antijeunes, patrouilles de CRS et de gendarmes mobiles, brigades du métro, polices municipales, vigiles et milices privées en tous genres qui rivalisent de brutalité dans la «chasse au

faciés». Exemple récent à Paris: la nouvelle milice de la RATP, le «GIPR», s'est révélée dès ses premiers jours d'existence un pur et simple commando raciste et, le 12 mars, ce sont même des CRS - dont la réputation dans l'acharnement contre les «immigrés» n'est plus à faire - qui ont dû finalement s'interposer afin, déclarent-ils, «de faire cesser [les] brutalités» des nervis du «GIPR» qui tabassaient un jeune Antillais!

A la suite d'un énième rapport «découvrant» le racisme surtout «anti-Maghrébins», Rocard, à l'ombre de Mitterrand - exécuter de la guerre raciste d'Algérie - invite tout le monde à en discuter... y compris les fascistes par le truchement du CNI, le parti qui sert de pont entre la racaille du Front national et la droite parlementaire. La «table ronde» organisée le 3 avril par le gouvernement Mitterrand-Rocard a étalé le consensus raciste (déjà exprimé au grand jour avec la campagne hystérique autour de l'affaire des foulards islamiques): si le racisme existe, c'est qu'il y aurait trop d'«immigrés»!

En la matière, Rocard est fondé à présenter le «bilan» non seulement de son gouvernement mais de presque une décennie de gouvernements «de gauche»; sous tous ces gouvernements, la ségrégation et la terreur racistes, lot quotidien de millions de travailleurs dits «immigrés» et de leurs enfants, ont connu une escalade terrifiante - le tout sur fond de crise éco-



Vincent Leloup/Collectif

«Chasse au faciés» dans le métro parisien. Le mouvement ouvrier organisé doit jeter toutes ses forces dans la lutte contre la terreur et les discriminations racistes!

nomique qui ravage le pays et accroît chaque jour davantage le nombre de sans-abri, pendant que le sphinx de l'Elysée érige dans tout Paris des pyramides, arches et autres monuments à sa gloire! En l'espace de quelques années, le discours ouvertement raciste qui désigne le «problème de l'immigration» comme la cause de tous les maux sociaux a cessé d'être l'apanage de l'extrême droite pour devenir, officiellement, une des pierres angulaires du «consensus» entre la social-démocratie et la droite. Rien d'étonnant à ce qu'au discours du racisme «officiel» répondent les derniers succès électoraux du Front national - un tremplin pour organiser ses bandes de nervis contre les «immigrés» et le mouvement ouvrier. La gangrène raciste, qui gagne des couches de plus en plus larges de

la société, permet aux fascistes de se présenter comme l'alternative résolue face à l'impuissance de la «démocratie» bourgeoise et des directions réformistes du prolétariat.

Cette situation présente un parallèle aussi saisissant qu'inquiétant avec la France des années 30, où la peur d'un avenir incertain et les difficultés économiques exploitées par la vermine réactionnaire ont attisé un antisémitisme virulent pourrissant toute la société et dont les miasmes surgissent aujourd'hui encore avec la même vigueur à la moindre occasion. Si la terreur raciste a bien comme cible privilégiée les Maghrébins et les Africains, dans ce pays antisémitisme et racisme anti-Maghrébins et anti-Africains continuent à aller de pair. En témoi-

Suite page 9

M 2651 - 101 - 5,00 F



Halte aux exécutions en Indonésie!

18 avril - Suharto, le président de la République indonésienne, a fait fusiller, le 15 février dernier, quatre détenus politiques (dont les condamnations à mort remontaient à environ 20 ans) emprisonnés depuis l'horrible bain de sang anticommuniste de 1965, perpétré par le même Suharto : un demi-million de membres et partisans du Parti communiste indonésien (PKI) abattus, un million jetés dans les geôles! Aujourd'hui, ce sont six autres détenus politiques, dont quatre dirigeants du PKI, qui sont, après 25 ans d'emprisonnement, menacés d'être exécutés. Les 4 et 5 mars derniers, ils étaient transférés de leur cellule aux locaux des services de sécurité de Jakarta - la procédure utilisée depuis 1985 pour leurs 23 camarades fusillés par le boucher Suharto. Et il y a environ une semaine, le responsable de la police secrète indonésienne, l'amiral Sudomo, a affirmé : « *Asep Suryaman* [un des six] sera fusillé » (*l'Humanité*, 12 avril). Arrêtons

la main des bourreaux! Libération immédiate des militants du PKI et de tous les autres prisonniers de la guerre de classe!

La dictature sanguinaire indonésienne a trouvé un allié, et un complice, en la personne du gouvernement Mitterrand. Exemple de la collaboration militaire, des hélicoptères français Super-Puma (qui sont spécialisés dans la répression) sont fabriqués sous licence en Indonésie, dans la région de Bandung. Fin février - juste après les exécutions -, la France (qui fait partie de la Conférence du groupe international pour l'Indonésie) participait au versement de 20 millions de dollars d'aide à Suharto. Particulièrement ces derniers temps, Mitterrand redouble d'activité dans le Sud-Est asiatique, participant aux côtés de l'ANSEA (l'équivalent de l'OTAN dans la région, et dont l'Indonésie est un des membres proéminents) à toutes les manœuvres contre le Cambodge et le Vietnam.

L'impérialisme français, battu à plate couture en 1954 à Dien Bien Phu, espère profiter des trahisons de Gorbatchev pour remettre la main sur ses anciennes colonies indochinoises. Mitterrand, bas les pattes devant le Cambodge et le Vietnam!

Le télégramme, reproduit ci-

dessous, a été envoyé le 27 mars à Suharto par le Partisan Défense Committee d'Australie, une organisation de défense légale et sociale, non sectaire, se basant sur la lutte de classe et dont les objectifs sont en accord avec les conceptions politiques de nos camarades australiens de la Spartacist League.

Nous protestons avec véhémence contre l'assassinat, empreint de vengeance, perpétré par exécution en février dernier de Satar Suryanto, Yohanes Surono, Simon Soleiman et Norbertus Rohayan, qui croupissaient depuis presque trente ans dans les geôles de votre gouvernement.

Nous exigeons : Arrêtez les exécutions des dirigeants du PKI Ruslan Widjayasastra, Sukatno, Iskander Subekti et Asep Suryaman, ainsi que d'I. Bungkus et de Marsudi. Libérez-les maintenant! Libérez tous les membres du PKI et tous les militants emprisonnés après le massacre par le gouvernement d'un demi-million de travailleurs en 1965.

Vos vaines tentatives pour priver de direction les masses laborieuses indonésiennes ne réussiront pas. En 1947-49, les travailleurs australiens ont aidé concrètement la juste cause de l'indépendance indonésienne. Une telle solidarité prolétarienne internationale aidera à faire tomber votre régime sanguinaire dans la lutte pour une Indonésie ouvrière et paysanne.

Allemagne

Où sont donc passés les mandéliens?

Construire un parti révolutionnaire en Allemagne est une question clé non seulement pour l'Allemagne mais aussi, dans une large mesure, pour l'avenir de l'Europe et même de la planète. C'est la tâche à laquelle nos camarades du SpAD (Parti ouvrier spartakiste d'Allemagne) consacrent toutes leurs forces, avec le soutien de notre organisation internationale, la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste) - une lutte dont nous avons rendu compte depuis le début dans les colonnes du *Bolchévik*.

Les lecteurs de *Rouge* auront par contre quelque difficulté à se faire une idée de l'activité développée en Allemagne par les pseudo-trotskyistes du Secrétariat unifié (SU), dont la LCR est la section française et dont le principal dirigeant est Ernest Mandel. Le 31 mars dernier, lors du rassemblement organisé à Paris par la LCR, « Vent d'Est », Livio Maïtan, un des dirigeants du SU, déclarait avec emphase dans un des forums-« débats » que le facteur clé qui avait manqué en RDA était une « *direction politique des masses* » et qu'il fallait construire un parti révolutionnaire. Voilà une déclaration (*d'intention*) qui sonne bien léniniste! Malheureusement, les soi-disant débats dudit rassemblement ayant été bureaucratiquement réduits par la direction de la LCR à des questions écrites (!), nos camarades présents n'auront pas l'occasion dans ces forums d'éclairer les militants de la LCR sur le bilan concret du SU en Allemagne.

Bilan accablant s'il en est. Ainsi, le monde entier avait les yeux fixés sur les élections du 18 mars en RDA - qui étaient un plébiscite (déformé) sur l'existence future de la RDA. La majorité mandélienne se dit contre « *une unification capitaliste de l'Allemagne [qui] représenterait une grave défaite pour la classe ouvrière de la RDA, de la RFA et de toute l'Europe [...]* » (*Inprecor* n° 305, 23 mars-5 avril). Mais le SU - qui de plus se prétend « la Quatrième Internationale » - était *totallement absent* de ces élections! La seule voix à s'élever contre la réunification capitaliste de l'Allemagne a été celle de nos camarades du SpAD. Organisée dans les deux Allemagne, la section de la LCI est le seul parti qui lutte pour unifier la classe ouvrière et ses alliés

dans un combat pour instaurer un régime révolutionnaire, égalitariste et internationaliste, des conseils ouvriers non seulement en RDA mais dans toute l'Allemagne, dans le cadre des Etats-Unis socialistes d'Europe. En fait, il n'y a pas de section allemande du SU. En RFA, les partisans du SU - fidèles en cela à la méthode liquidationniste qui caractérise ce courant politique - se sont dissous en 1985 dans une fusion avec les ex-maoïstes du KPD pour former le VSP (Parti socialiste unifié) - un parti (*ouest-allemand!*) qui ne se réclame pas plus du trotskysme que du SU et dont l'activité principale à l'égard de la RDA est d'être à la traîne des nationalistes est-allemands de Vereinigte Linke (VL). Ce groupe réformiste, qui se retrouve derrière le SED-PDS et ses projets de coalition front-populiste pour négocier les termes d'une réunification capitaliste, a même voté au parlement est-allemand (avec tous les autres partis - dont le SED-PDS) pour enlever de la constitution toute mention du « socialisme » ou du « communisme »! En s'adaptant au nationalisme est-allemand, Mandel finit soit par se retrouver désarmé soit par capituler devant le revanchisme capitaliste du Quatrième Reich.

Pour Mandel et Krivine, les spartakistes ne sont que des « sectaires » qui se mettent à l'écart des masses en refusant l'« unité » avec la gauche petite-bourgeoise et social-démocrate et qui ne méritent même pas une demi-ligne dans les colonnes de *Rouge*! Mais notre activité en Allemagne a été telle que même Pierre Lambert, le chef du MPPT-PCI (que personne ne saurait accuser de la moindre complaisance à notre égard!), a été contraint de répondre « *aux camarades allemands qui ont vu une prétendue organisation trotskyste se construire à Berlin-Est* : « *Je vais lire ce qu'elle écrivait, il y a quelques années au moment de l'invasion de l'armée de la bureaucratie stalinienne en Afghanistan* : « *Vive l'Armée rouge!* » » (*Tribune internationale* n° 54, mars). Stalinophobe jusqu'à la moelle, Lambert réclame depuis longtemps une réunification allemande *derrière le SPD* - c'est-à-dire une réunification *capitaliste*. Et dernièrement il s'est permis d'attaquer Mitterrand *de la droite* en l'accusant de mentir quand ce

dernier dit être pour l'unification allemande (*Informations ouvrières* n° 1462, 28 mars-4 avril)! En exhibant notre mot d'ordre « *Salut à l'Armée rouge en Afghanistan!* » dans l'espoir de « démontrer » notre « antitrotskyisme », ce personnage va en fait à l'essentiel de ce qui nous sépare de toute cette « extrême gauche » antisoviétique : notre défense militaire inconditionnelle de l'URSS et des Etats ouvriers déformés contre l'impérialisme et la contre-révolution interne. Et aux Soviétiques nous disons aujourd'hui qu'il aurait mieux valu se battre et gagner en Afghanistan que de devoir se battre sur l'Elbe ou à l'intérieur de l'URSS.

Le rassemblement « Vent d'Est » réalisera le tour de force de ne pas avoir un seul forum-« débat » sur la question décisive de l'Allemagne. Outre que la direction de la LCR n'a guère envie de parler du bilan du SU en Allemagne, elle a cherché aussi à éviter - vu le débat sur la question allemande qui fait rage dans ses rangs - que ses militants se déchirent publiquement. (Nous avons consacré à ce débat des développements substantiels dans l'article publié dans le précédent numéro du *Bolchévik*, « *Le centrisme Mandel face aux inconditionnels de la réunification contre-révolutionnaire* ».) Ce même débat est en train de diviser le SU aussi. *Inprecor*, la revue du SU, publie dans son numéro du 23 mars-5 avril les deux résolutions contradictoires présentées lors de la réunion du SU du 5 mars. Face à une minorité (qui a fait sienne la politique lambertiste de « réunification inconditionnelle ») passée du côté de la contre-révolution « démocratique » en Allemagne, la majorité mandélienne du SU s'oppose avec raison à la « *restauration du capitalisme par l'absorption de la RDA par la RFA* », mais du point de vue (bien éloigné de l'internationalisme prolétarien!) de « *la libre détermination souveraine des masses de la RDA de leur sort politique, économique et social* » - une capitulation au nationalisme est-allemand. Et ayant élevé la revendication démocratique d'autodétermination nationale au rang de principe au-dessus des classes, la majorité se trouve, comme par hasard!, avec la minorité pour appeler criminellement au désarmement de la RDA et au retrait

des troupes soviétiques (scandaleusement mises sur le même niveau que les troupes de l'OTAN) qui ont été un rempart contre l'OTAN et la Bundeswehr.

Depuis la capitulation du SU en 1981 à la campagne impérialiste sur l'Afghanistan, l'« autodétermination nationale » est devenue dans le SU la couverture pour son antisoviétisme. Nous avons déjà rendu compte dans le *Bolchévik* (n° 96, octobre 1989) de l'article répugnant paru dans la revue mandélienne *International Viewpoint* et saluant la lutte armée des Frères de la forêt estoniens - pro-nazis - pendant la Deuxième Guerre mondiale. Le dernier épisode en date est le soutien inconditionnel apporté, contre Moscou, par le SU à l'« autodétermination » de la Lituanie - une acceptation par avance de la restauration capitaliste!

S'accrocher aux « mouvements de masse antistaliniens » - en fait anti-communistes - amène à se retrouver en peu ragoutante (et peu sûre) compagnie. L'Europe et le monde entrent dans une période de tempêtes politiques et sociales qui seront impitoyables pour tout ce qui est, au mieux, équivoque, indécis et inconséquent - trois adjectifs qui ne s'appliquent que trop bien à la variété mandélienne de centrisme. ■

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste), pour reforcer la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION : William Cazenave (rédacteur en chef), Marc Delvaux, Suzanne Girard, Henri Riemann, Josic Thanner, Jean Thimbault.
REALISATION : François Donau.
REVISEUR-REDACTEUR : Carine Gance.
DIFFUSION : Jean-Luc Etchart.
DIRECTEUR DE PUBLICATION : William Saffores-Mondotte.

Le Bolchévik, BP 135-10
75463 Paris Cedex 10

Imprimerie : Routage de Paris
5, chemin des Fruitières

93200 La Plaine-St-Denis
Commission paritaire : n° 59267

Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Grande-Bretagne: alors que Thatcher sombre, le Parti travailliste impose la misère capitaliste La révolte de la «poll tax»

L'article ci-dessous est adapté du supplément du 31 mars à Workers Hammer, le journal de nos camarades de la Spartacist League de Grande-Bretagne.

La Grande-Bretagne a connu une explosion de manifestations de rues massives contre la *poll tax* (capitation) répressive et réactionnaire imposée par le gouvernement Thatcher. Dans certaines régions d'Ecosse, presque la moitié de la population n'a pas payé. Aujourd'hui que la collecte de cet impôt doit commencer en Angleterre et dans le Pays de Galles, les conseils municipaux qui se réunissent pour en fixer le montant sont assiégés par des foules en colère. Le gouvernement a réagi en mobilisant la police à cheval et les flics anti-émeutes, avec des scènes qui rappellent la grève des mineurs d'il y a cinq ans. Le 31 mars, à Londres, entre 150 et 200 000 personnes ont manifesté contre la *poll tax*. Des manifestants en colère ont saccagé un chantier tandis qu'un grand nombre de personnes étaient blessées et au moins 300 arrêtées par les flics à cheval. Roy Hattersley, un des dirigeants du Parti travailliste, a traité les manifestants de «*hooligans sans cervelle*». Et la chasse aux sorcières a déjà commencé contre les «*anarchistes et les éléments extrémistes marginaux*» de gauche, rendus responsables de la «*violence*» de ce 31 mars (*Independent*, 2 avril).

L'ampleur des manifestations souligne de façon frappante l'instabilité du régime de Thatcher. Des centaines de milliers de gens ont adhéré aux associations anti-*poll tax*. Dans le cœur du pays conservateur, les automobilistes sont accueillis à l'entrée des villages et des bourgs par des écriteaux peints à la main, où l'on peut lire : «*Vous entrez dans une zone libre de poll tax*» (*Independent*, 9 mars). Des marches et manifestations de protestation de masse ont eu lieu dans des endroits qui, comme l'expliquait un commentateur, «*n'ont probablement jamais vu de manifestation auparavant*».

Tandis que brûler des effigies de Thatcher est devenu un symbole populaire des manifestations anti-*poll tax*, des manifestants ont aussi conspué les conseillers municipaux travaillistes qui ont fixé cet impôt à un montant élevé, en réclamant : «*Violiez la loi, pas les pauvres*». En Ecosse, les conseils municipaux travaillistes ont lancé des centaines de milliers d'assignations en justice contre des non-payeurs. Et quand Thatcher a accusé de «*violence*» les manifestants anti-*poll tax* et dénoncé quiconque conseillait de désobéir à la loi en refusant de payer cet impôt, le chef du Parti travailliste, Neil Kinnock, lui a répondu : «*Je suis d'accord avec tout ce que vous venez de dire, comme je l'ai expliqué très clairement depuis longtemps*» (*Independent*, 9 mars).

La *poll tax* n'est ni un impôt sur le revenu, ni un impôt sur la propriété, mais une punition pour le «*crime*» d'exister. Tous les adultes d'un même territoire sont imposés au même taux uniforme, sans égard à la richesse ni à la situation sociale. Ainsi, un millionnaire qui vit seul dans une grande propriété peut payer un dixième de l'impôt que paiera une famille étendue asiatique qui vit dans un grand ensemble surpeu-



Peter Macdiarmid

Des manifestations ouvrières massives (ci-dessus à Londres) contre l'impôt qui pressure les pauvres ont balayé l'Ecosse, l'Angleterre et le Pays de Galles.

plé. Les riches bénéficient d'une copieuse réduction d'impôt : la part de l'impôt supportée par les 10 % les plus riches de la population sera divisée par deux par rapport à l'ancien système de barèmes. Pour tous les autres, les impôts vont augmenter en moyenne de 50 %.

Les administrations locales étant transformées en collecteurs d'impôts, ceux qui ont le plus besoin des services sociaux - les pauvres qui ne peuvent pas payer - auront peur d'y avoir recours. Des dizaines de milliers de personnes ont «*officiellement disparu*» des villes écossaises pour ne pas payer ; en termes d'accès aux services sociaux ainsi que de possibilité de voter, ces «*disparus*» sont devenus des non-personnes. Et la *poll tax*, qui renforce considérablement la capacité du gouvernement à disposer de fichiers détaillés sur chaque individu, est aussi utilisée dans le cadre de l'attaque géné-



Der Spiegel

Archi-conservateur et militariste, Michael Heseltine (à gauche) est maintenant présenté comme le sauveur du Parti conservateur face à la débâcle de Thatcher.

rale contre les droits démocratiques élémentaires.

De façon obscène, le conseil municipal de Westminster, où sont situés les chambres du Parlement ainsi que Buckingham Palace, a décidé d'imposer deux fois les prisonniers, en considérant leurs logements extérieurs comme des «*résidences secondaires*», comme si les prisonniers étaient des hobereaux ou des membres du Parlement. En Angleterre et au Pays de Galles, on peut encore être jeté en prison pour dettes ; ceux qui ne pourront pas payer la *poll tax* peuvent donc être emprison-

nés, et ensuite doublement imposés ! Et en Ecosse, les maisons d'arrêt sont déjà de *facto* des prisons pour dettes ; presque 50 % des détenus ont été incarcérés pour non-paiement d'amendes.

Il n'est pas surprenant qu'on évoque la révolte des paysans provoquée par la *poll tax* imposée en 1380. En 1641, une version de la *poll tax* levée pour régler la solde de l'armée écossaise qui occupait le nord de l'Angleterre contribua au déclenchement de la Guerre civile anglaise au cours de laquelle le monarque Charles 1^{er} fut exécuté par les forces révolutionnaires de Cromwell. Dans les colonies britanniques, des *hut taxes* (impôts sur les cabanes) furent utilisées pour obliger la population à abandonner l'agriculture de subsistance et à entrer dans le système d'exploitation impérial. Aux Etats-Unis, après la destruction de l'esclavage (en 1865) par la Guerre civile, des *poll taxes* furent

utilisées dans le Sud explicitement afin d'empêcher les Noirs formellement libérés d'exercer leurs droits démocratiques. L'aspect «*voler aux pauvres pour donner aux riches*» flagrant de la *poll tax* a conduit des manifestants à faire irruption dans le conseil municipal de Nottingham déguisés en Robin des Bois. Un député conservateur mécontent a reconnu que le gouvernement semblait avoir «*déclaré la guerre à la population*» (*Sunday Times*, 4 mars).

En Ecosse, où les conservateurs n'ont de toute façon que peu d'influence, la *poll tax* a été imposée avec

morgue un an avant de l'être en Angleterre et dans le Pays de Galles. Mais les Ecossais n'ont pas joué le rôle de cobayes obligeants. A Glasgow, rien moins que 42,5 % des habitants ont refusé de payer la *poll tax* ou ont au moins trois mois de retard de paiement (*Independent*, 8 mars). Les tentatives de faire appliquer la loi en saisissant les biens de ceux qui ne paient pas ont été largement bloquées par les associations anti-*poll tax* qui se forment un peu partout. Les mobilisations massives d'habitants ont bloqué les tentatives d'effectuer les *poindings* (inventaires) au cours desquels des agents municipaux envahissent le domicile pour faire une évaluation préliminaire des biens. En utilisant des radios CB et des escouades de voitures et de cars, les associations anti-*poll tax* ont maintenant organisé des unités efficaces de *scumbusters* («*SOS-vermine*») qui peuvent se rendre rapidement sur les lieux en cas d'inventaire.

Les actions de protestation des associations anti-*poll tax* pourraient se développer dans le sens des tactiques plébéiennes combattives utilisées en Ecosse pendant la Première Guerre mondiale. Entre 1914 et 1919, la région de Glasgow avait gagné son nom de «*Clydeside la rouge*». Des femmes ouvrières, souvent les épouses des soldats écossais au front, faisaient partie de la direction de grèves des loyers combattives. Des comités de grève des loyers avaient été constitués pour coordonner la lutte et résister aux nervis des propriétaires. Les grèves des loyers étaient étroitement liées à la lutte prolétarienne dans les usines de construction mécanique et de munitions. Mais aujourd'hui, la question politique clé posée par le combat contre la *poll tax* est le Parti travailliste.

THATCHER MORD LA POUSSIÈRE ?

La *poll tax* sera vraisemblablement éphémère, avec une forte probabilité que d'ici peu son principal architecte et avocat (Thatcher) morde la poussière. Si beaucoup de gens méprisent Kinnock ainsi que ses acolytes pour avoir fait appliquer cet impôt coûteux, au niveau national les sondages d'opinion

Suite page 4

«Poll tax»...

Suite de la page 3

montrent que le Parti travailliste dispose d'une énorme avance sur les conservateurs. Mais cela pourrait rapidement changer si les conservateurs se débarrassaient de Thatcher avant les élections générales.

Certains députés conservateurs demandent maintenant des élections à la direction de leur parti avant l'automne prochain. Michael Heseltine a l'avantage d'être opposé à la *poll tax*. Ancien élève de Shrewsbury et d'Oxford, il aime à se présenter comme un entrepreneur et un capitaine d'industrie self-made man. Sa société d'édition de Haymarket est estimée à 100 millions de livres, et il se déplace dans une Jaguar avec chauffeur. Les objections de Heseltine à ce que la Grande-Bretagne soit simplement un allié subordonné de l'impérialisme américain l'ont conduit à démissionner du cabinet Thatcher dans l'affaire du fabricant d'hélicoptères Westland. Particulièrement en ce moment où les puissances impérialistes savourent ce qu'elles espèrent être des opportunités d'exploiter les travailleurs d'Europe de l'Est, les positions de Heseltine trouvent un écho parmi une fraction substantielle de l'opinion bourgeoise, qui craint que l'attachement obsessionnel de Thatcher aux « relations spéciales » anglo-américaines ne gâche tout.

«Tarzan» Heseltine s'est rendu célèbre en 1976, quand, dans un débat à la chambre des Communes, il a brandi la masse d'armes parlementaire en disant qu'il avait été provoqué par les députés travaillistes qui chantaient « The Red Flag » (le Drapeau rouge) après un scrutin serré. Heseltine a toujours eu des liens étroits avec l'establishment militaire britannique. Fils d'un colonel gallois, il a servi comme officier dans les Welsh Guards. Au poste de secrétaire d'Etat à la Défense, il a supervisé la prolifération des armes nucléaires de l'OTAN au point culminant de la course à la guerre antisoviétique. Il a été l'homme de main de Thatcher dans les poursuites engagées sans succès contre Clive Ponting, un haut fonctionnaire qui avait transmis des documents sur l'affaire du *Belgrano* au député travailliste écossais Tam Dalyell. Pendant la sale guerre des Malvinas/Falklands, le croiseur argentin *Belgrano* avait été coulé, envoyant à la mort plus de 300 marins - une bouche-rie gratuite ordonnée par Thatcher et son cabinet de guerre. Ce n'est assurément pas là-dessus que Heseltine a démissionné !

Mais Kinnock a lui aussi été un ardent partisan de la course à la guerre antisoviétique, depuis son soutien au « syndicat » contre-révolutionnaire Solidarność jusqu'à ses efforts en faveur du SPD, le cheval de Troie pour la restauration capitaliste en Allemagne de l'Est. La campagne des Falklands était une campagne bipartisans, soutenue par l'immense majorité du Parti travailliste. La revue travailliste *New Statesman & Society* du 16 mars notait qu'« il apparaît probable qu'un gouvernement dirigé par Heseltine, purgé de Parkinson et de Ridley, poursuivrait une politique très similaire à celle du Parti travailliste : des impôts plus élevés, des investissements dans l'infrastructure, une politique coordonnée de renouveau régional. En fait, Michael Heseltine serait probablement capable d'appliquer un programme plus radical que Neil Kinnock. » Ca en dit long, et ça atteste surtout à quel point la direction travailliste actuelle est à droite.

Le numéro un travailliste Kinnock - un ennemi patenté du socialisme - n'a fait que poignarder dans le dos les luttes des pauvres et des travailleurs de Grande-Bretagne. Pendant la grève des mineurs, qui a duré un an et a été la plus importante bataille de classe dans

ce pays depuis des décennies, Kinnock était pour le vote réclamé par Thatcher pour briser la grève, et il condamnait les mineurs qui défendaient leurs piquets de grève contre les flics briseurs de grève et les jaunes. Les mineurs en grève et d'autres militants ouvriers lui avaient donné le surnom mérité de « Ramsay MacKinnock », d'après le tristement célèbre dirigeant travailliste Ramsay MacDonald, passé ouvertement à l'ennemi de classe dans les années 30. Plus tard, au moment de l'explosion des ghettos, Kinnock soutenait la terreur policière contre les Noirs et les Asiatiques, et allait déposer une gerbe sur la tombe de Blakelock, le flic tué quand la police raciste et meurtrière avait brutalement envahi Broadwater Farm. Aujourd'hui, Kinnock et ses lieutenants locaux font payer la *poll tax* exécutée de Thatcher.

Dans une situation de boycott massif de cet impôt, le refus de payer est une tactique conjoncturelle appropriée. Les révolutionnaires doivent se battre pour faire entrer en action la puissance sociale des syndicats - pour des grèves politiques contre la *poll tax* exécutée ! L'imposition de la *poll tax* a coïncidé



Der Spiegel

Le travailliste Neil Kinnock. Son parti (qui applique la «poll tax») espère profiter de l'opposition à l'impôt de Thatcher pour revenir au gouvernement.

avec des coupes sombres supplémentaires dans les services sociaux ; les syndicats d'enseignants de Bradford ont appelé à une grève d'une journée contre de telles mesures ; certaines sections des syndicats d'employés municipaux ont voté de ne pas collecter la *poll tax*, et dans la région de Lothian, en Ecosse, les membres du syndicat NALGO s'apprentent à faire grève le 3 avril contre le blocage pour non-paiement des comptes en banque des travailleurs. Mais dans l'ensemble, l'opposition à la *poll tax* reste au niveau de la désobéissance civile, de proportion néanmoins massive.

La *poll tax* n'est pas en elle-même essentielle au maintien du capitalisme britannique - bien que l'arrogante « Dame de fer » ait lié son sort à cet impôt de façon probablement irrévocable. Un consensus bourgeois est en train de s'instaurer pour retirer la *poll tax* et remplacer Thatcher par quelqu'un qui aura davantage d'autorité pour administrer l'austérité capitaliste. Un gouvernement Kinnock serait forcé d'attaquer la classe ouvrière au moins autant que Thatcher ou Heseltine. C'est ce qui est demandé pour administrer la société capitaliste en déclin : briser les grèves, tailler dans les dépenses sociales, courber sous le joug les travailleurs et les opprimés.

La spirale du déficit du commerce extérieur s'accroît parce que le pays ne fabrique plus grand-chose, tandis que ceux qui ont la chance d'avoir un

emploi doivent souvent subir d'épuisantes semaines de travail de 50 à 60 heures pour joindre les deux bouts. L'inflation et les taux d'intérêt sont très élevés, les normes de sécurité syndicales sont jetées par-dessus bord, tandis que les accidents ferroviaires et les catastrophes du métro se répètent avec une régularité mortelle. Et ce ne sont pas seulement les projets de privatisation de Thatcher qui menacent les services sociaux essentiels comme le National Health Service (service de santé). Le déclin du capitalisme britannique se reflète dans le naufrage de villes qui étaient autrefois de grands ports et de grands centres de production, comme Liverpool, Newcastle, Glasgow et Belfast. Aujourd'hui, le Parlement est centré sur la base de plus en plus étroite du sud-est de l'Angleterre. Il ne peut être transformé en représentant de la classe ouvrière et des secteurs de la population des îles britanniques dépossédés de leurs droits politiques en chassant les conservateurs par le vote parce que les travaillistes ne sont pas mieux. Il faudra une révolution socialiste et plusieurs plans quinquennaux ambitieux pour faire de ce pays un endroit où vivre décemment.

COMBATTRE LA CHASSE AUX SORCIERES ANTI-SCARGILL !

Les médias bourgeois ont récemment déclenché une campagne hystérique contre Arthur Scargill, le dirigeant des mineurs. Il est accusé d'avoir personnellement empoché, pendant la grève, de l'argent collecté pour son syndicat en URSS et en Libye. Ces accusations contre Scargill ont été proférées initialement par le *Daily Mirror*, qui appartient au magnat de la presse Robert Maxwell, membre de la droite travailliste. Le principal accusateur contre Scargill est un certain Roger Windsor, qui a démissionné de son mandat syndical après avoir été soupçonné d'avoir escroqué le NUM (le syndicat des mineurs). Plus tard, la brigade financière a été saisie de l'affaire, et Windsor - qui a maintenant signé un contrat avec le *Mirror* - doit aussi faire face à une action en justice entreprise pour récupérer un prêt du syndicat. Cette histoire a éclaté fort « à propos » à un moment où la presse dénonçait les manifestants anti-*poll tax* comme « hors la loi » et « violents » - les mêmes calomnies lancées contre les mineurs en grève il y a cinq ans.

Les patrons, à l'époque de la grève, avaient essayé de faire un scandale sur la « filière Kadhafi » et l'or de Moscou, mais cette tentative avait fait long feu auprès des mineurs. Un responsable du NUM déclarait alors : « Si quelqu'un m'a envoyé 100 000 livres pour les gars en grève dans le Lancashire, je me fiche éperdument d'où ça vient aussi longtemps que ça a été utilisé pour diminuer les privations. Nous avons des gens qui ne mangent pas à leur faim dans le Lancashire » (*Times*, 29 octobre 1984). Dans le monde entier, des syndicalistes - des mineurs soviétiques aux mineurs noirs opprimés d'Afrique du Sud en passant par les membres de la CGT française - ont donné généreusement et démontré leur solidarité internationale avec le NUM. Ce dernier a aussi reçu 24 000 dollars collectés à l'échelle internationale par le Partisan Defense Committee (une organisation de défense légale et sociale, non sectaire, se basant sur la lutte de classe et dont les objectifs sont en accord avec les conceptions politiques de nos camarades américains de la Spartacist League).

Dans le mouvement travailliste, la « filière » véritablement sinistre c'est le lien bien établi de l'aile droite du Parti travailliste et du Trade Union Congress (TUC, la confédération syndicale britannique) avec la CIA. A la veille de la grève des mineurs, les dirigeants travaillistes - à l'instigation du

WRP dirigé par le bandit politique, qui se réclamait du trotskysme, Gerry Healy - ont lancé une haineuse chasse aux sorcières contre Scargill parce qu'il avait critiqué à juste titre le « syndicat » polonais de la CIA Solidarność comme antisocialiste. Ce fut le signal pour la déclaration de guerre de Thatcher aux mineurs, et le prélude au brisage de grève pratiqué ouvertement par les « droites » du TUC, tandis que les dirigeants de « gauche » du TGWU et des syndicats du chemin de fer sabotaient la nécessaire extension de la grève. Les chefs du Parti travailliste et du TUC préféraient voir la grève vaincue plutôt que de se battre pour mobiliser la solidarité active d'autres syndicats clés, laquelle était nécessaire pour gagner cette grève - ce qui aurait paralysé le pays, sans parler de la chute de la « Dame de fer » qui s'en serait probablement suivie.

Aujourd'hui, Scargill, qui est fondamentalement attaché à cette même perspective réformiste qui avait trahi les mineurs, lance des appels pathétiques à l'« unité » du Parti travailliste, et a soutenu Kinnock le jaune aux dernières élections. Tandis que Kinnock et Cie trahissent ouvertement, une poignée de députés travaillistes de « gauche », dont Tony Benn, apportent leur « soutien moral » à l'appel au refus de payer. Occupant cet espace vide, les pseudo-trotskystes de la tendance Militant, avec leur loyauté crasse envers le Parti travailliste, se sont établis comme la force dirigeante de la Fédération nationale anti-Poll Tax. Mais leur perspective consiste à canaliser le mécontentement massif pour servir les appétits électoraux de Neil Kinnock : « Les dirigeants travaillistes doivent descendre de dessus la barrière et venir du côté de la campagne de masse pour le non-paiement. Ils doivent saisir l'occasion - se battre pour des élections générales immédiates et pour le retour d'un gouvernement travailliste socialiste » (*Militant*, 9 mars).

C'est caractéristique de la pseudo-extrême gauche en Grande-Bretagne. Le SWP va battre le tambour pour les travaillistes, comme il le fait à chaque élection. Le *Morning Star*, journal du parti communiste, demande la démission du gouvernement Thatcher et l'élection des travaillistes. Dans leur brochure sur la *poll tax*, les centristes de Workers Power qualifient le Parti travailliste de « parti des patrons » et dénoncent la politique légaliste de Kinnock, mais concluent : « [La politique travailliste] est un cadeau pour les conservateurs. Son résultat final ne va rien faire pour garantir une victoire travailliste dans les élections [...] ». En bref, ils préconisent des tactiques plus combattives - afin de mettre Kinnock au 10 Downing Street (la résidence du premier ministre). De même, ils ont soutenu la candidature de Kinnock lors des dernières élections générales - juste après son sabotage de la grève des mineurs.

La gauche travailliste et ses sycophantes jouent un rôle majeur pour maintenir la classe ouvrière enchaînée au travaillisme. Un parti d'avant-garde révolutionnaire en Grande-Bretagne peut seulement être forgé en brisant l'emprise du travaillisme sur la classe ouvrière. Mais cela nécessite des tactiques léninistes efficaces. Le sectarisme stupide qui balaie d'un revers de main les divisions au sein de la social-démocratie britannique, tout autant que le suivisme opportuniste des « gauches » travaillistes et syndicales, sont des recettes pour la stérilité. La Spartacist League de Grande-Bretagne se bat pour forger un parti bolchévique authentique, le parti de la révolution ouvrière, à travers la scission du Parti travailliste et en gagnant sa base ouvrière contre les chefs procapitalistes. En avant vers une fédération de républiques ouvrières dans les îles britanniques, partie intégrante des Etats-Unis socialistes d'Europe ! ■

Tokyo - Les espoirs du Parti socialiste japonais (PSJ) de prendre la tête d'un gouvernement bourgeois de coalition, Takako Doi devenant la première femme premier ministre dans ce pays profondément mâle-chauvin, se sont envolés. Le Parti libéral-démocrate (PLD), le parti de droite qui dirige le gouvernement depuis le début des années 1950, a obtenu une confortable majorité lors des élections de février dernier à la Chambre basse de la Diète [la chambre des députés], effaçant ainsi sa défaite de l'année dernière à la Chambre haute. La campagne électorale a été marquée par une campagne anti-rouges, des attaques racistes contre la minorité coréenne et des polémiques entre les différents partis de l'opposition pour savoir qui est le plus loyal envers les intérêts du « Japon SA ».

La victoire du PLD n'a été ni un mandat donné à sa politique ni une restauration de son autorité passée. Le PSJ a obtenu la majorité des voix des électrices, et l'a aussi emporté dans les régions rurales, où les sociaux-démocrates se livrent à une surenchère chauvine à l'égard du PLD en tant que défenseurs du protectionnisme agricole. Les commentateurs créditent néanmoins le nouveau premier ministre du PLD, Toshiki Kaifu, d'avoir limité efficacement les dégâts. Il avait pris une femme comme chef de cabinet dans son premier gouvernement, coupant ainsi considérablement l'herbe sous le pied de Doi, et il a réussi à faire disparaître les affaires de meurs et les scandales financiers du PLD des premières pages des journaux. Mais une fois l'élection gagnée, Kaifu a débarqué sans ménagement les deux femmes de son cabinet. Et les 275 députés du PLD sont tous des hommes !

Personne ne pense réellement que le PSJ, s'il avait gagné les élections, aurait entrepris d'appliquer une politique socialiste ! Mais le PLD a mené une campagne anti-rouges virulente sur le thème de la « mort du communisme » et en exultant sur l'effondrement des régimes staliniens en Europe de l'Est, les troubles nationaux en Union soviétique et la perspective de réunification capitaliste de l'Allemagne. Il affirmait qu'une victoire du PSJ amènerait au Japon l'insécurité économique et politique.

Le PSJ envisageait de former un gouvernement de coalition avec deux partis d'opposition plus petits à sa droite - le parti Komeito (« gouvernement propre »), dominé par les bouddhistes, et le Parti socialiste démocratique (PSD) à l'antisoviétisme virulent. Le PSD est le genre de parti « socialiste » où les décisions sont prises à Langley [la ville des Etats-Unis où est situé le siège de la CIA]. Pour marquer son soutien à l'axe Washington-Tokyo, le PSD avait parmi ses candidats un général à la retraite. Le Parti communiste japonais - qui a rompu avec Moscou dans les années 1960 et a depuis lors juré, de façon typiquement « eurocommuniste », une loyauté inconditionnelle à l'Etat japonais - s'est simplement plaint de ce qu'il a été laissé à l'écart de tous les projets de gouvernement de coalition.

Le Komeito et le PSD ont insisté pour que le PSJ renonce à son opposition formelle et pacifiste (et qui avait reflété un sentiment antimilitariste largement répandu parmi la population) aux forces armées japonaises (les « forces d'autodéfense ») et au traité militaire avec les Américains. Doi et Cie ont promptement obtempéré, et envisagent aussi de supprimer toute référence à la « révolution socialiste » dans le programme officiel du PSJ. Le virage à droite de Doi lui a mis encore un peu plus à dos la fraction gauche (Kyokai-ha) du PSJ, d'autant plus qu'il n'a même pas payé en termes d'opportunisme parlementaire.

Cependant, le programme du Kyokai-ha, pour lequel le socialisme sera réa-

Dans un climat d'hystérie anticoréenne

Elections japonaises : fiasco social-démocrate

La campagne raciste et anti-rouges du dirigeant du PLD Toshiki Kaifu (à droite) a battu le Parti socialiste de plus en plus à droite mené par Takako Doi (à gauche) dans les élections de février dernier.



The Economist



Liau Chung Hien

lisé pacifiquement après l'institution de la « pleine démocratie », n'est pas différent de la vieille conception discréditée de « révolution par étapes », inventée par les menchéviks russes et reprise plus tard par Staline avec les conséquences désastreuses que l'on sait, de la Chine à l'Espagne. Que le PSJ conserve ou non la « révolution socialiste » dans son programme formel, il demeurera ce que Lénine appelait un parti ouvrier bourgeois. L'été dernier, après la victoire du PSJ dans les élections à la Chambre haute de la Diète, nous écrivions : « [...] un gouvernement de coalition dirigé par le PSJ ne constituera pas une victoire pour la classe ouvrière et les femmes opprimées du Japon. Au Japon comme ailleurs, la social-démocratie ne sert qu'à enchaîner les exploités et les opprimés à l'ordre capitaliste déclinant et menant à la guerre » (« Japan Ruling Party in Disarray » [Japon - Le parti au pouvoir dans le désarroi], *Workers Vanguard* n° 484, 1^{er} septembre 1989).

LE PSJ SABORDE SON « OPERATION MADONE »

Une grande partie des récents succès électoraux du PSJ peuvent être attribués aux électrices qui sont mécontentes de leur statut dans une société qui est la plus mâle-chauvine parmi

tous les pays capitalistes avancés. Ces femmes voient en Doi quelqu'un qui défendra leurs droits. Dans les élections de l'année dernière, le PSJ avait présenté un nombre significatif de candidates, dont beaucoup étaient auparavant des femmes au foyer non politiques. Les médias japonais ont appelé cette tactique l'« opération Madone ». Mais cette fois, l'objectif étant le pouvoir gouvernemental, l'« opération Madone » a été sabordée. Sur les soixante-six candidates en lice dans les élections, seulement huit étaient présentées par le PSJ.

Le récent regain d'intérêt et de participation des femmes dans la politique japonaise a attiré l'attention sur la condition dégradante des femmes dans le Japon « moderne ». Les femmes constituent presque 40 % de la force de travail, mais elles sont reléguées dans les emplois les moins qualifiés, pratiquement quelle que soit leur formation. Dans l'industrie de base, elles ne peuvent jamais obtenir plus qu'un emploi temporaire ou à temps partiel. Une femme qui travaille est censée vivre chez ses parents jusqu'à ce qu'elle trouve un mari, puis s'installer au domicile de son époux. Les entreprises perpétuent ces traditions féodales en payant aux femmes des salaires tellement bas qu'il leur est presque impossible de mener une vie indépen-

dante. Celles qui le font sont considérées comme bizarres ou dangereuses.

Dans un bureau japonais typique, on attend des femmes - même si elles ont des diplômes universitaires - qu'elles accueillent les visiteurs, préparent le thé, rangent la pièce et jouent le rôle d'hôtesses de bar pendant les cocktails. En octobre dernier, une association d'avocats de Tokyo a mis en place pendant une journée un standard téléphonique que les femmes pouvaient appeler pour formuler leurs griefs. Le standard est resté bloqué pendant six heures ! Plus d'un tiers des femmes qui appelaient disaient avoir subi un harcèlement ou des pressions sur le lieu de travail, pour avoir des relations sexuelles. Le harcèlement sexuel est couramment utilisé pour obliger des femmes plus âgées à démissionner, ou pour intimider les femmes qui repoussent des avances sexuelles.

L'année dernière, une célibataire de Kyushu âgée de 32 ans a, pour la première fois dans l'histoire du Japon, déposé une plainte pour harcèlement sexuel (de façon significative, il n'existe pas de mot en japonais pour harcèlement sexuel). Cette femme avait été licenciée après qu'on eut fait circuler dans le bureau où elle travaillait des rumeurs sur ses « aventures ». Le tribunal de conciliation lui déclara que les « rumeurs étaient un hommage rendu à sa séduction », et qu'elle « se conduisait de façon ridicule ». Une réaction typique d'un employé de bureau homme à cette affaire était qu'« un cadre doit pouvoir demander innocemment à sa secrétaire quelle est la couleur des sous-vêtements qu'elle porte ce jour-là » (*New York Times*, 13 novembre 1989).

Si l'oppression des femmes fait partie intégrante de toutes les sociétés bourgeoises, la condition particulièrement dégradante faite aux femmes au Japon est enracinée dans les puissants vestiges d'un passé féodal pas si éloigné que ça, et que consacre le système impérial. Il est crucial pour les femmes de comprendre que sur cette question Doi et Cie sont à droite même de la démocratie bourgeoise. La convention de 1945 du parti socialiste, qui a uni les différents courants de la social-démocratie japonaise d'avant-guerre, s'est terminée aux cris de « Longue vie à l'empereur ! » Doi, en rang avec les

Suite page 10



Ethan Hoffman

Scène typique à Tokyo : des employées s'inclinent devant le patron pendant une réception. Le Japon est, parmi les pays capitalistes avancés, sans rival par la grossièreté de son mâle-chauvinisme.

Les salutations internationalistes reproduites ci-dessous ont été publiées en russe et en allemand dans Arprekorr n° 29 (27 mars), le journal de nos camarades allemands du SpAD.

Chers camarades,

Soldats de l'Armée soviétique, vous venez d'un pays aujourd'hui très troublé. Vos responsables et instructeurs politiques ont tellement encensé Lénine et tellement dénigré et effacé la mémoire de Trotsky que le premier est maintenant une icône ennuyeuse et le second un monstre. En fait, tous deux étaient des hommes réels dans une époque réelle, et ils ont conduit les masses du peuple soviétique vers leur libération autant que cela était possible dans un pays pauvre, arriéré et où la guerre faisait rage.

Aujourd'hui, au pays, les choses sont très confuses. D'un côté, il est permis de parler et de chercher des réponses à des sujets cachés de notre histoire. De l'autre, l'exploitation capitaliste est encouragée. Les nationalités s'agitent et veulent faire sécession parce que des décennies de stalinisme ont pris un goût qui ressemble beaucoup à celui du tsarisme que Lénine caractérisait de

Lettre à nos camarades soldats soviétiques

« prison des peuples ». La perestroïka a largement alimenté et intensifié les antagonismes nationaux préexistants en promouvant la concurrence économique et l'intérêt personnel. Les principes socialistes d'égalité, d'internationalisme et de solidarité ouvrière sont avilis.

A un autre pôle, Pamiat et ses semblables sont des nostalgiques de la « vieille Russie » de l'obscurantisme, de l'arriération et de la persécution des Juifs. Les démagogues nationalistes grand-russes répandent ce poison parmi les travailleurs dans le but de paralyser leur capacité d'agir pour leur autodéfense au-delà des divisions nationales. Comme Lénine le disait en 1919 : « Honte à ceux qui sèment la haine contre les Juifs, à ceux qui sèment la

haine contre les autres nations. Vivent la confiance fraternelle et l'alliance de combat entre les ouvriers de toutes les nations dans la lutte pour le renversement du capital. »

L'Union soviétique d'aujourd'hui n'est pas la pauvre chose qui est sortie de la guerre civile de 1920. Mais depuis 1945, ses ennemis impérialistes se sont unis sous la direction du gouvernement des Etats-Unis pour une lutte sans merci, et dans tous les domaines, pour la détruire. L'usurpation criminelle par Staline de la démocratie dans les soviets et dans le parti, son hostilité à la révolution socialiste internationale, sa lâche reptation devant l'une ou l'autre des puissances impérialistes, ont tellement affaibli l'URSS que

ses héritiers cherchent maintenant à tout abandonner. Ils capitulent face à la perspective d'un « Quatrième Reich ». Cela ne fera qu'enhardir les forces bellicistes les plus dangereuses, depuis le revanchisme ouest-allemand jusqu'au Pentagone, qui ont pour objectif le démembrement de l'Union soviétique et sa destruction en tant qu'Etat anticapitaliste.

Ce cours est soutenu et défendu par des couches importantes de l'intelligentsia urbaine qui sont en fait les enfants des anciens bureaucrates de Staline et qui, maintenant, croient pouvoir devenir les administrateurs et apologistes du capitalisme. Mais la réalité économique et politique du capitalisme sur la tombe de la patrie multinationale de la révolution d'Octobre sera tout sauf jolie. Prenez garde aux mensonges des démagogues du « marché libre », qui présentent le miroir aux alouettes de la vie sous le capitalisme. Prenez garde aux mensonges des sociaux-démocrates naissants qui parlent d'un « capitalisme contrôlé ». Ils sont, consciemment ou non, un cheval de Troie d'une nouvelle opération Barbarossa.

L'URSS a besoin d'un parti ouvrier fort construit sur la démocratie interne et l'unité militaire au front. Depuis 1945, vous et vos pères vous tenez ici, en RDA, sur cette ligne de front contre les menaces impérialistes visant nos acquis communs obtenus avec le renversement du capitalisme. Nous avons besoin d'approfondir la coopération militaire et économique entre la RDA et l'Union soviétique, ainsi qu'avec les autres Etats ouvriers, sur la base de la démocratie ouvrière. C'était le communisme de Lénine et de Trotsky. Il est grand temps que vous appreniez comment est réellement née l'URSS et que vous appliquiez ces leçons aujourd'hui.

Meilleurs vœux des communistes allemands, américains et autres de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste) !

Mars 1990.



Des soldats soviétiques prêtent serment devant le monument aux morts de Treptow, à Berlin-Est. Pendant quatre décennies, l'Armée rouge a été en RDA la première ligne de défense contre l'impérialisme.

L'article que nous reproduisons ci-dessous est traduit d'Arprekorr n° 28, 20 mars.

Le 13 mars dernier, peu avant son 90^e anniversaire, le vétérinaire trotskyste Oskar Hippe est mort. A peine six semaines avant, sa femme Gertrud décédait, le 3 février, à l'âge de 88 ans.

Fils de cheminot, membre du Spartakusbund, membre fondateur du KPD (Parti communiste d'Allemagne) et trotskyste - la vie d'Oskar Hippe est une chronique du mouvement communiste allemand du XX^e siècle. Socialiste pendant plus de soixante-dix ans, Hippe a passé sept années dans les prisons staliniennes avant d'être libéré en 1956.

Peu de temps après avoir écouté Karl Liebknecht au rassemblement du Premier Mai de 1916, Hippe adhéra au Spartakusbund et plus tard participait au soulèvement spartakiste de 1918-19 et à la fondation du KPD. A la fin des années 20, Hippe combattit la dégénérescence stalinienne du communisme allemand et international et participa, en 1929, à la formation du Leninbund, qui faisait partie de l'opposition de gauche trotskyste.

Tandis que le KPD et les sociaux-démocrates laissaient Hitler arriver au pouvoir sans combat, Hippe et les trotskystes de la section d'Oranienburg de Berlin construisaient des milices ouvrières de front unique pour combattre les nazis. Il continua la lutte dans la clandestinité après que Hitler eut pris le pouvoir en 1933. Après son arrestation en janvier 1934, Hippe fut emprisonné et torturé pendant deux ans dans le camp d'internement nazi de Luckau. Libéré en 1936, Hippe travailla dans un centre de recherche sur les

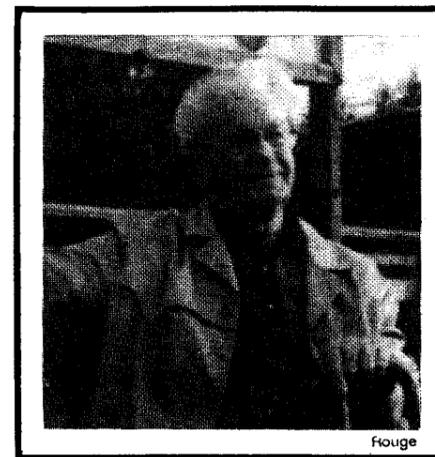
Oskar Hippe (1900-1990)

animaux. Là, il rencontra un prisonnier français qui était en contact direct avec le dirigeant du PCF Maurice Thorez et qui était en Allemagne dans le cadre du STO. Au péril de sa vie, Hippe offrit assistance aux prisonniers et travailleurs du STO français.

A la suite de la libération de l'Europe par l'Armée rouge, Hippe reprit ses activités syndicales et, avec ses camarades, entra dans le KPD reconstitué. Ils y construisirent deux groupes oppositionnels. Avec le soutien à la fois des staliniens et des sociaux-démocrates, Hippe fut élu à un des postes de délégué du bureau de district de syndicats berlinois. En réponse à l'activité de Hippe et de ses camarades, la direction locale du KPD déclara que quiconque avait un jour été exclu du parti ne pouvait y réadhérer. Hippe fut de nouveau exclu.

Bien que se limitant à environ cinquante membres et malgré une extrême pauvreté, les Communistes internationaux d'Allemagne (IKD), section allemande de la Quatrième Internationale, publiaient un journal bimensuel, *Der Marxist*, et distribuaient les publications de l'Internationale. En 1947, ils avaient formé des groupes dans le secteur soviétique de l'Allemagne et des groupes sympathisants à Merseburg, Weissenfels, Halle et dans les mines de cuivre de Mansfeld. Hippe, qui vivait à Berlin-Ouest, voyageait régulièrement à l'Est pour rencontrer des contacts et prendre la parole dans des réunions.

Dans ses mémoires, Hippe parle d'un rassemblement syndical à Berlin-Est où un officier soviétique disait à un membre du SED qui sympathisait avec les trotskystes : « Les trotskystes nous disaient exactement ce que celui-là vient de dire. » Hippe fut arrêté par les militaires soviétiques à Halle et incarcéré sous l'accusation d'« activités antisoviétiques » et de « formation illé-



gale de groupes ». Pendant quinze mois, Hippe fut enfermé au titre d'une « détention d'enquête » et torturé à plusieurs reprises.

Ne voulant pas trahir ce à quoi il croyait, Hippe tenta de se suicider quand ses geôliers staliniens le menacèrent d'emprisonner et même d'exécuter sa femme et sa fille s'il n'« avouait » pas que la Quatrième

Internationale était composée d'« agents de l'impérialisme américain ». Il fut condamné à 25 ans d'emprisonnement, « justifiés » par la calomnie selon laquelle les trotskystes avaient « assassiné le camarade Kirov », le chef du parti de Leningrad assassiné en 1934 très probablement sur ordre de Staline - la même calomnie qui envoya, pendant les purges de 1937-38, des dizaines de vieux-bolchéviks à la mort.

Après sa libération, Hippe apprit la scission de 1953 dans le mouvement trotskyste et se rangea du côté du Comité international, les opposants à la liquidation pabliste des partis trotskystes. Néanmoins, après quelques hésitations, il entra dans le SPD. Il y travailla avec différents groupements de gauche, y compris des groupes étudiants en mouvement vers le trotskysme et qui scissionnèrent du SPD en 1968 quand il le quitta aussi. Dans les vingt dernières années de sa vie, il se fit l'avocat de l'« unité de tous les trotskystes », bien que ces mêmes groupes soient sur des positions diamétralement opposées sur des questions politiques clés, en particulier sur la question russe. Là où il partageait leur opinion, il se solidarisa avec les différents groupes, y compris avec nos camarades de la Troztkistische Liga Deutschlands (TLD).

Aujourd'hui, le Parti ouvrier spartakiste d'Allemagne [constitué en janvier par la TLD et les membres des Spartakist-Gruppen] lutte pour remplacer le pouvoir stalinien par le pouvoir démocratique des conseils d'ouvriers et de soldats - le meilleur hommage rendu au travail auquel Hippe a consacré toute sa vie. Honneur au camarade Hippe - notre victoire sera aussi la sienne. ■

La réunification capitaliste signifie la misère

Les travailleurs de RDA protestent contre le plan des banquiers pour un Quatrième Reich

Dans la dernière ligne droite de la campagne pour les élections du 18 mars dernier en RDA, le chancelier ouest-allemand Helmut Kohl, dans un meeting à Leipzig, s'était engagé à ce que si les citoyens de la RDA votaient pour une réunification rapide, leurs économies seraient échangées contre des deutsche marks au taux d'un pour un. Cette promesse eut un impact significatif sur le vote, y compris pour de nombreux travailleurs qui optèrent pour « le mark rapide ».

Mais moins de deux semaines plus tard, les directeurs de la Bundesbank, la banque centrale ouest-allemande, lors d'une réunion à huis clos tenue à Francfort, décidaient que dans une union monétaire les marks de la RDA seraient échangés contre des deutsche marks à un taux de deux pour un. Quand la nouvelle se répandit, elle provoqua une réaction de colère en RDA. Le *Berliner Zeitung* du 2 avril titrait : « 2:1! Le bout de lard présenté pour le 18 mars a été retiré. »

La confédération syndicale est-allemande, la FDGB, appela à une manifestation contre le taux de change prévu, en parlant d'escroquerie électorale. Le 5 avril, des centaines de milliers de personnes manifestaient dans les villes à travers toute la RDA. A Berlin-Est, près de 100 000 manifestants défilaient d'Alexanderplatz au Lustgarten, devant le palais de la République où le Volkskammer [le Parlement est-allemand] nouvellement élu tenait sa première session.

A Dresde, on faisait état de 70 000 manifestants, à Leipzig de 50 000, et de quelque 20 000 à Halle et Rostock, de quelques dizaines de milliers à Cottbus, Gera, Magdebourg, et même de 5 000 dans la ville provinciale de Quedlinbourg. On pouvait voir beaucoup de drapeaux de la RDA, mais les directions prônaient le nationalisme allemand avec des déclarations répétées comme « *Nous sommes un peuple* ». A Halle, un mot d'ordre chauvin omniprésent était « *Nous ne sommes pas des moitiés d'Allemands* ». A Berlin, l'orateur du SPD (Parti social-démocrate) était hué par la foule en colère. Gregor Gysi, du PDS (Parti du socialisme démocratique, qui a succédé au SED stalinien), était acclamé quand il appelait à « *quelque chose de mieux que la RDA mais aussi mieux que la RFA* ». Mais les députés du PDS viennent juste de voter, avec le SPD et les chrétiens-démocrates, d'éliminer toute référence au socialisme dans la constitution de la RDA !

Le PDS et la FDGB veulent seulement marchander le prix de l'OPA capitaliste. Ce qu'il faut au contraire, c'est une lutte de classe acharnée. Des luttes victorieuses en défense des emplois et des conditions de vie peuvent jouer un rôle clé pour stopper la marche vers la réunification capitaliste et donner à la classe ouvrière le temps de se regrouper pour une contre-offensive politique.

Nous reproduisons ci-dessous la traduction d'extraits d'un discours qui aurait dû être prononcé par notre camarade Renate Dahlhaus, lors du rassemblement de Berlin du Parti ouvrier spartakiste d'Allemagne, et qui a été soumis pour publication à la FDGB.



Berlin-Est, 5 avril — Un rassemblement syndical dénonce le plan de la banque centrale ouest-allemande pour amputer les salaires et l'épargne avec une union monétaire au taux de deux pour un.

premier avant-goût de ce que va signifier l'amère défaite du 18 mars. Les gens qui pensaient qu'ils allaient avoir un pays regorgeant de deutsche marks ont maintenant reçu le choc dégrisant que ce pour quoi ils ont voté, c'était pour des conditions de vie du style de celles d'Amérique latine. La Bundesbank dit qu'ils vont amputer de moitié nos salaires, nos retraites et nos économies. Les travailleurs disent non !

Le Parti ouvrier spartakiste d'Allemagne dit : pour la lutte de classe contre le pillage du capital ! Nous ne devons pas permettre que les cantines scolaires ou les crèches soient éliminées. Nous ne devons pas permettre que nos anciens soient conduits à fouiller dans les poubelles comme ils sont forcés de le faire dans les villes de

l'Occident capitaliste « doré » pour trouver des restes à ramasser.

Mais les travailleurs ne seront pas en mesure de défendre leurs réalisations sociales si nos syndicats se limitent à des tactiques de pression pour savoir à quel prix nous serons vendus. Même sur la base d'un pour un, l'introduction du deutsche mark, accompagné des prix de l'Ouest, signifiera de fait une diminution de 40 % des salaires pour les travailleurs ici en RDA. Et c'est seulement le sommet de l'iceberg.

Le Parti ouvrier spartakiste a été le seul parti qui s'est prononcé ouvertement et clairement dans les élections au Volkskammer contre la réunification capitaliste, sans ambages. Nous avons mis en garde, comme je l'ai fait moi-même à la manifestation antifasciste du

3 janvier à Treptow, que le SPD était un cheval de Troie pour la contre-révolution — et le SPD a assurément démontré cela. Nous avons aussi mis en garde que la capitulation du PDS devant l'appel de Kohl à l'« Allemagne, une seule patrie » pavait la voie à une victoire de Kohl et de ses fantoches.

Le Quatrième Reich a gagné dans les élections au Volkskammer. Et avec ça arrivent le racisme et l'antisémitisme. La classe ouvrière doit se préparer maintenant pour les luttes défensives qui sont devant nous. Et la force pour mener ces luttes est représentée par les 8,6 millions de membres des syndicats. De Bergmann-Borsig [une usine métallurgique de Berlin-Est] au complexe de Leuna [une usine chimique au sud de Halle], tous les ouvriers savent que nous sommes confrontés à des licenciements tandis que les capitalistes arrivent pour acheter nos VEB [entreprises étatisées]. Ces mêmes bureaucrates stalinien qui pendant des années de gabegie ont mal géré nos entreprises sont aujourd'hui les chefs d'entreprise qui marchandent derrière notre dos avec les capitalistes pour un deutsche mark rapide. A nos dépens !

Battons-nous pour protéger notre propriété nationalisée ! Luttons contre les prises de contrôle et les fermetures d'usines ! Dans chaque entreprise, commençons à organiser des assemblées d'usine pour exiger des rapports complets et détaillés, et pour forger une stratégie pour combattre les attaques. Dans chaque usine, commençons à organiser des délégations pour aller dans d'autres usines pour préparer une lutte en commun. Nous devons nous préparer sérieusement pour les grèves nécessaires, quand et où c'est indiqué, et nous organiser pour gagner.

Assurons-nous que nous défendons nos collègues travailleurs étrangers

Suite page 8

Versez au Fonds Lénine-Liebkecht-Luxemburg !

Alors que les travailleurs de la RDA font face au danger mortel du Quatrième Reich de Kohl, notre combat pour forger une authentique avant-garde communiste et pour porter le programme révolutionnaire du trotskysme à la classe ouvrière allemande est plus vital que jamais. Assurément, les élections du 18 mars ont été une défaite sévère ; mais la classe ouvrière n'est pas encore entrée dans l'arène en son nom propre en luttant pour ses intérêts propres. Tandis que les capitalistes cherchent à s'emparer des usines et à se rendre maîtres des travailleurs de la RDA, nous devons être capables d'intervenir dans les luttes défensives qui inévitablement se produiront pour montrer la voie conduisant à la victoire.

Durant les six derniers mois de changement politique intense et rapide — de l'euphorie de novembre quand le régime stalinien s'écroulait à la campagne capitaliste sans précédent pour déstabiliser la RDA — nos camarades en Allemagne ont été l'unique parti à s'opposer sans am-

bages à la réunification et à se battre pour une Allemagne des conseils ouvriers. Les dons versés au Fonds Lénine-Liebkecht-Luxemburg (« Trois L ») ont grandement aidé notre travail international, y compris la production de notre journal *Arprekorr* (correspondance de presse ouvrière), de *Spartakist* et de notre littérature en différentes langues.

De nombreux militants ont été convaincus par le cours des événements en Allemagne que notre programme trotskyste est la seule voie. La consolidation du Parti ouvrier spartakiste d'Allemagne et la continuation de la diffusion large de notre presse sont les tâches vitales pour donner l'orientation politique révolutionnaire et le guide pour l'action tellement indispensables dans les mois à venir. Nos tâches internationalistes ne sont pas seulement en Allemagne ; il s'agit aussi de chercher à atteindre des militants en Union soviétique même et dans les régions clés d'Europe centrale et orientale, telle la Pologne où la

classe ouvrière est maintenant entrée en lutte contre la direction contre-révolutionnaire de Solidarność dans un combat acharné pour survivre.

Comme l'écrivait Karl Liebknecht en 1919 : « *Doucement ! Nous n'avons pas fui, nous ne sommes pas battus !* [...] *Car Spartakus, cela signifie feu et flamme, cela signifie cœur et âme, cela signifie volonté et action de la révolution du prolétariat. Spartakus, cela signifie détresse et aspiration au bonheur, disposition à la lutte du prolétariat conscient.* [...] *notre programme, lui, vivra : il dominera le monde de l'humanité libérée. Malgré tout !* »

Alors que nous allons bientôt ralentir notre campagne financière publique pour notre travail en Allemagne, nous demandons à nos sympathisants et à nos lecteurs, qui ont déjà été très généreux, de faire maintenant une autre contribution. Pour une contribution de 50 francs, vous recevrez un badge du SpAD. Pour 150 francs, vous recevrez en plus l'affiche électorale du SpAD.

Envoyez vos chèques à l'ordre de la LTF et mandats postaux à l'ordre du « Bolchévik » à l'adresse suivante : L.B. - B.P. 135-10 - 75463 Paris Cedex 10. (Préciser : « Fonds Lénine-Liebkecht-Luxemburg » ou « Fonds 3-L ».)

Camarades, camarades syndicalistes,

Bon, on vient de nous donner le

La marche...

Suite de la page 1

tionnistes dans les élections du 18 mars s'est produite sous le signe d'une résurgence du nationalisme allemand, lequel va être maintenant considérablement renforcé par cette victoire. « *Deutschland, einig Vaterland* » [Allemagne, une seule patrie] fait frissonner les peuples dans toute l'Europe, ce qui n'est pas surprenant. Confrontés à la perspective de voir la Bundeswehr [l'armée ouest-allemande] à leur frontière occidentale, les Polonais sont même en train d'abandonner l'antisoviétisme qui s'est déchaîné chez eux ces dernières années. Les soldats soviétiques stationnés dans l'Ouest de la Pologne remarquent à quel point ils sont devenus populaires parmi la population au cours de ces derniers mois.

Le Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands (SpAD) a été dans les dernières élections le seul parti qui a pris position clairement et ouvertement contre la réunification capitaliste. Seul parti ouvrier organisé dans toute l'Allemagne, nous sommes pour l'internationalisme contre le nationalisme allemand, et cherchons à unir les travailleurs de l'Est et de l'Ouest dans une lutte commune contre les capitalistes. Nous mettons en garde les travailleurs de la RDA qui ont voté pour l'Anschluss [annexion] dans l'espoir qu'un « *deutsche mark rapide* » signifierait un « *oui à la prospérité* » qu'ils vont bientôt se rendre compte qu'ils ont dit « *oui au chômage* ». Et le SpAD appelle les ouvriers conscients à se préparer maintenant à la bataille pour défendre nos emplois, et en particulier ceux des femmes et des travailleurs étrangers, et nos droits syndicaux.

Les banquiers de Francfort ont l'intention de faire de la RDA un havre de bas salaires, en amputant le niveau de vie des travailleurs. Et dans leur plan pour détruire les fondations socialisées de l'Etat ouvrier déformé de la RDA, l'écrasement de tout droit syndical sérieux est un de leurs premiers objectifs. Le comte Otto von Lambsdorff, dirigeant du FDP [Parti démocratique libre] ouest-allemand, insiste qu'il ne peut pas y avoir de réunification tant que la nouvelle loi syndicale restera en vigueur. Le chrétien-démocrate de Berlin-Ouest Pieroth, pressenti pour le poste de ministre de l'Economie dans un gouvernement [est-allemand] d'« *Alliance pour l'Allemagne* », a été encore plus explicite en exigeant la levée de l'interdiction des lock-out. Qu'est-ce que cela vous dit sur le genre de réunification qu'ils ont en tête ?

La loi syndicale adoptée par le précédent Volkskammer lors de sa dernière session donne aux travailleurs le droit de *Mitbestimmung* (« *codétermination* ») dans l'introduction de l'exploitation capitaliste. Mais elle codifie le droit de grève et d'activité syndicale. Cela lui a valu d'être dénoncée non seulement par

les chrétiens-démocrates mais aussi par les sociaux-démocrates. Ernst Breit, le chef de la DGB [la confédération syndicale ouest-allemande], a critiqué la FDGB [la confédération syndicale est-allemande] parce que selon lui elle exige trop de droits, tandis qu'Ibrahim Böhme, le dirigeant du SPD-Est, qualifiait l'interdiction des lock-out de « *repoussoir et [d'] obstacle à l'investis-*

« *période, devrait être significativement inférieur aux standards ouest-allemands* » (*Frankfurter Rundschau*, 10 mars). Cette « *période de transition* » était définie comme devant durer entre deux et vingt ans ! Et c'est seulement pour ceux qui auront assez de chance pour avoir un emploi. Les travailleuses de la RDA seront frappées deux fois plus durement car l'élimina-



6 mars — Le Parti ouvrier spartakiste manifeste devant le Volkskammer à Berlin-Est : Contre la privatisation ! Non à la réunification capitaliste !

« *ment* » ! Ils veulent recopier les lois de la RFA, où les employeurs confrontés à une grève peuvent simplement lockouter les autres ouvriers et leur refuser ensuite les allocations chômage.

Lambsdorff et Pieroth ont aussi réclamé la privatisation rapide des VEB [les entreprises étatisées de la RDA]. Cela signifiera des licenciements massifs, à une échelle inconnue jusqu'ici. Le journal *Handelsblatt* des 23-24 mars fait état d'estimations selon lesquelles le nombre de chômeurs grimperait immédiatement à deux millions, presque un ouvrier sur quatre. Les directeurs de *Kombinat* sont déjà en train de préparer les avis de licenciement : IFA, qui négocie des accords avec Volkswagen et Daimler-Benz, pourrait virer 20 000 de ses 50 000 ouvriers. Et un porte-parole de Robotron déclarait qu'à l'exception de la production de téléviseurs couleur et de machines à écrire électriques, les ouvriers des autres divisions (66 000 sur les 68 000 du *Kombinat*) « *allaient bientôt se retrouver sans travail* » (*Financial Times*, 20 mars).

Beaucoup de travailleurs qui ont voté pour la CDU [les chrétiens-démocrates] se sont dit : « *Bon, même si je suis licencié, je toucherai les allocations chômage de la RFA, qui dépassent les salaires de la RDA* ». N'y comptez pas ! Une déclaration publiée après une réunion à laquelle participaient la DGB et l'association des patrons de la RFA annonçait qu'ils étaient d'accord sur le fait que le niveau des salaires et des allocations chômage en RDA, pendant une certaine

tion des cantines scolaires et des crèches obligera beaucoup d'entre celles qui ne sont pas directement licenciées à abandonner leur travail pour garder elles-mêmes leurs enfants. Les femmes de la RDA sont menacées d'un retour à l'esclavage dans la cuisine.

Avec les licenciements viendra une chasse aux sorcières anticommuniste dirigée en particulier contre les membres et les anciens membres du SED-PDS. La purge a déjà commencé avec la mise des anciens employés de la Stasi [police de sécurité] sur des listes noires. Le *New York Times* du 19 mars cite un partisan du SPD-Est qui essaie de justifier la chasse aux sorcières qui se prépare : « *Il va y avoir du chômage, en particulier chez les membres du Parti communiste. Beaucoup d'entre eux n'ont pas de vraie vocation, ou ce sont des alcooliques, ou ils sont toujours en retard au travail parce que personne ne pouvait rien leur faire.* »

Et ça ne va pas juste prendre la forme de licenciements. Les métallurgistes de l'usine Bergmann-Borsig [à Berlin-Est] sont attaqués quotidiennement par des « *hooligans* » ouest-allemands qui jettent des pierres par-dessus le grillage, et même percent des trous dans le mur. De Rostock à Leipzig, les rassemblements de Kohl et de la CDU sont infestés de bandes fascistes, les troupes de choc pour la réunification capitaliste. Derrière le cri de guerre de « *les rouges dehors* », ils visent à éliminer tous ceux qui défendent les intérêts des travailleurs, et écraser la FDGB en tant que possible centre de résistance. Les sociaux-démocrates jouent un rôle dirigeant dans cette campagne, en particulier avec leurs efforts pour introduire des conseils d'usine du style de ceux de la RFA.

La classe ouvrière de la RDA n'a pas encore fait entendre sa voix en tant que force organisée luttant pour ses propres intérêts de classe. Mais il va assurément y avoir des luttes dures contre les tentatives faites par les capitalistes de démanteler les fondations sociales de l'Etat ouvrier bureaucratiquement déformé de la RDA. La Pologne a depuis plus de sept mois un gouvernement engagé dans la restauration capitaliste, mais les impérialistes sont en train de se rendre compte qu'il n'est pas si facile que ça de réintroduire le capitalisme, même en Pologne dont l'économie est dans un état désespéré et dont la classe ouvrière a été démoralisée par Solidarność, un mouvement clérical-nationaliste de masse.

Quand les licenciements, les listes noires et les hausses de prix brutales vont commencer à être réalisés en RDA, les travailleurs seront obligés de résister, le dos au mur. A Bergmann-Borsig, où des syndicalistes ouest-allemands ont expliqué l'impuissance des conseils d'usine de la RFA et où des capitalistes ouest-allemands ont vanté les mérites des « *joint-ventures* », les ouvriers ont au lieu de cela constitué un conseil des salariés pour le contrôle, conseil dont fait partie la direction du syndicat. Mais quelles revendications, quelles formes de lutte devrions-nous préconiser ? Des grèves isolées dans des entreprises individuelles pourraient faciliter les lock-out et les fermetures d'usines par les capitalistes.

Avec la contre-révolution sur le pas de la porte, toute véritable défense des intérêts des travailleurs va poser la question d'une situation de double pouvoir. Il faut répondre aux licenciements massifs et aux tentatives de fermer des usines par des occupations d'usine et le maintien de la production sous contrôle ouvrier. Cela nécessite le soutien d'autres usines du même *Kombinat* et de ses fournisseurs : c'est à partir de telles luttes que des conseils ouvriers pourront être construits. Et de simples tactiques de pression n'empêcheront pas le Volkskammer pro-réunification de supprimer la loi syndicale : ce qu'il faut, c'est une grève générale comme celle à laquelle la FDGB avait déjà menacé d'appeler pour faire adopter cette loi.

La clé sera une lutte ouvrière large et une stratégie politique anticapitaliste. En même temps qu'ils cherchent à créer une échelle des salaires à deux niveaux entre l'Est et l'Ouest, les capitalistes essaient d'enfoncer un coin entre les travailleurs. Il va être nécessaire de combattre les préjugés des travailleurs ouest-allemands pour défendre avec succès les acquis sociaux et le niveau de vie en RDA. Et exactement de même que les travailleurs de la RFA doivent combattre le racisme contre les immigrés turcs, les travailleurs de la RDA doivent défendre leurs collègues originaires du Mozambique, du Vietnam, de Cuba et de Pologne contre les attaques et les expulsions.

Pour le moment, le drapeau noir-rouge-or du nationalisme allemand flotte triomphant. Le PDS, VL, le KPD et le reste de la gauche opportuniste se laissent emporter par l'intoxication sur la Grande Allemagne. Mais malgré cette paralysie et cette capitulation, il y a beaucoup de gens qui ne veulent pas voir une Grande Allemagne capitaliste. Le lendemain des élections au Volkskammer, quelque trois à cinq mille personnes ont manifesté à Berlin derrière une banderole où l'on pouvait lire « *Berlin reste à gauche* », scandant « *Les nazis dehors* » et chantant *l'Internationale*. Des gens se mettaient à leur fenêtre et brandissaient des drapeaux rouges et des drapeaux est-allemands en signe de solidarité.

Tant en RFA et en RDA qu'au-delà de la frontière Oder-Neisse, la clé c'est la direction révolutionnaire. Le Parti ouvrier spartakiste d'Allemagne appelle la classe ouvrière allemande à organiser une solidarité efficace avec les travailleurs polonais en lutte contre l'austérité capitaliste. L'unité du prolétariat allemand contre le capital allemand peut être démontrée puissamment par une solidarité active des ouvriers de la RDA avec une grève des métallurgistes de la RFA. Et si les ouvriers d'Eisenhüttenstadt se retrouvent au coude à coude avec leurs frères de classe de la Ruhr, si la solidarité prolétarienne s'étend de Francfort-sur-le-Main à Francfort-sur-l'Oder, à Varsovie et à Gdansk, le pillage impérialiste peut être arrêté.

La lutte pour défendre les emplois et les acquis sociaux fait partie intégrante de la lutte pour une Allemagne des conseils ouvriers, dans le cadre des Etats-Unis socialistes d'Europe. ■

Les travailleurs de RDA...

Suite de la page 7

contre un traitement discriminatoire — le chauvinisme national est l'arme de la droite, l'internationalisme est notre force ! Assurons-nous que les étudiants et les retraités ne sont pas laissés seuls à se défendre. Assurons-nous que les femmes ne sont pas forcées d'abandonner leur travail. Une attaque contre un est une attaque contre tous !

Que nos organisations syndicales commencent maintenant à chercher des alliés parmi nos frères et sœurs de classe en Allemagne de l'Ouest, qui eux-mêmes se préparent à faire grève contre les patrons. Tendons la main à

nos frères et sœurs de classe en Pologne, qui sont forcés de manger à la soupe populaire tandis que leur pays est vendu aux banquiers internationaux. Tournons-nous vers nos camarades ouvriers d'Union soviétique, vers les mineurs de Vorkuta et du Donbass qui ont mené des grèves dures pour défendre leurs conditions de vie, vers les soldats de l'Armée rouge qui ont écrasé le Troisième Reich et qui aujourd'hui gardent la frontière contre les desseins revanchistes de Bonn et de l'OTAN. Préparons-nous à combattre, en comptant sur notre puissance sociale en tant que classe. Pour un front solide, dans l'action, des travailleurs contre les patrons. Défendons nos emplois ! Défendons notre niveau de vie ! Défendons nos acquis sociaux ! Défendons notre propriété socialisée ! ■

Consensus...

Suite de la page 1

gnent les déclarations antisémites de Le Pen et de Médecin, son image reflétée dans le RPR.

Toutes les grandes « démocraties » impérialistes connaissent en ce moment une violente recrudescence de ces sinistres manifestations de la barbarie du capitalisme en décomposition que sont la terreur et la ségrégation racistes et le développement des bandes fascistes. Noirs et Hispaniques aux USA, Jamaïcains, Indiens et Pakistanais en Grande-Bretagne, Turcs en Allemagne, Coréens au Japon (cf. dans ce numéro l'article page 5), et tout récemment Africains et Nord-Africains en Italie sont les victimes d'une montée des attaques racistes. Qu'il s'agisse du Front national, des Républicains allemands, du Ku Klux Klan ou des autres émules de Hitler, Doriot ou même Pétain, partout les fascistes se sentent le vent en poupe. Brusquement aiguisés par l'effondrement accéléré des régimes staliniens en Europe de l'Est et la politique de capitulation tous azimuts de Gorbatchev, les appétits de reconquête des différents impérialistes attisent nécessairement le chauvinisme et le racisme à propos duquel le trotskyste Abraham Léon, assassiné par les nazis à Auschwitz en 1944, écrivait dans *la Conception matérialiste de la question juive* qu'il est « d'abord le déguisement idéologique de l'impérialisme moderne ».

Combattre la terreur et les discriminations racistes est le devoir urgent de la classe ouvrière de chaque pays capitaliste. Il y va de son intégrité, de son unité et de son existence propre. Cela signifie lutter pied à pied contre la politique chauvine de la bourgeoisie d'expulsion des « immigrés » et de fermeture des frontières; cela signifie exiger les pleins droits de citoyenneté pour les « immigrés » et leur famille; cela signifie riposter à chaque exaction raciste, à chaque provocation fasciste, par des mobilisations de masse ouvrières/« immigrées »; cela signifie protéger, en particulier, les quartiers « immigrés » face aux terroristes racistes, en uniforme ou non, en constituant des groupes de défense ouvriers/« immigrés » basés sur les syndicats. Aucune confiance dans l'Etat bourgeois! Flics hors des quartiers « immigrés »! Abolition des CRS et autres corps d'exception spécialisés dans la répression anti-« immigrés » et antiouvrière! C'est ce sur quoi la Ligue trotskyste se bat. Ainsi, contre des provocations de fascistes (alors plus faibles), nous avons été à Rouen, en 1981, à l'initiative d'une action ouvrière de front unique qui a rassemblé plusieurs centaines de manifestants. Contre la ségrégation raciste, en 1987, nous avons organisé pendant deux semaines à Rouen un piquet quotidien devant un restaurant qui refusait son entrée aux Maghrébins et Africains. Aux USA, nos camarades de la Spartacist League sont aussi connus pour les larges mobilisations ouvrières/noires qu'ils ont initiées contre les fascistes, que ce soit à Detroit, Philadelphie ou Washington où ils ont stoppé ces lyncheurs racistes. Il n'y a pas d'autre voie pour écraser cette racaille que des mobilisations indépendantes, puissantes et déterminées, dirigées par le prolétariat!

SEGREGATION ET TERREUR RACISTES

Mettre en avant, comme le font les libéraux « antiracistes », la seule lutte contre les « idées racistes » évite la question que *le racisme tue*. Et tout ce que les réformistes, qui sont liés à la défense de ce système bourgeois par les chaînes d'acier du front populaire, ont à proposer aux victimes de la terreur raciste, c'est de faire confiance aux flics qui les descendent et aux juges

qui libèrent leurs assassins.

Le racisme naît et se nourrit de la ségrégation dont la crise du capitalisme exacerbe les traits. Pour pouvoir désigner les « immigrés » comme boucs émissaires, la bourgeoisie les enferme dans un système de discrimination sociale qui les isole du reste de la société à laquelle ils appartiennent. Après chaque meurtre raciste, les commentaires de la presse reviennent comme des litanies: cités-ghettos, chômage et désespoir. La cité de Saint-Florentin où Saïd et Miloud Mhanni sont tombés, en mars dernier, sous les balles tirées par un bistrotier haineux, accueille 60 % d'« immigrés » et connaît le plus fort taux de chômage du département.

Les cités-ghettos sont un des symboles, et l'expression, de la ségrégation raciste que vivent ces travailleurs et leur famille dans tous les domaines. La politique généralisée de quotas racistes dans l'attribution des logements sociaux les rejette de plus en plus aujourd'hui dans le secteur locatif privé. Avec pour conséquences loyers exorbitants, insalubrité et surpopulation – comme l'ont démontré tragiquement les incendies du XX^e arrondissement parisien en 1986 où 19 personnes (dont 8 enfants) ont trouvé la mort. Et, quand ces familles accèdent aux logements sociaux, c'est pour être parquées dans les cités les plus dégradées.

Et cette politique de quotas racistes et de ghettoïsation imposée par la bourgeoisie n'est pas mise en pratique seulement dans les municipalités de

moitié du total de la baisse des effectifs dans ce dernier secteur [automobile et bâtiment et travaux publics] frappe des travailleurs étrangers » (*Plein droit* n° 4, juillet 1988). Implantés jusque-là dans des secteurs clés de l'industrie – ce qui a fait leur force sociale, exprimée dans les grèves combatives de l'automobile des années 80 – ils sont menacés d'être rejetés par la bourgeoisie dans des secteurs périphériques, et par-là même devenir plus vulnérables.

La même étude, citée plus haut, note aussi: « [...] on constate que les grandes entreprises recourent davantage à l'intérim et aux contrats à durée déterminée, alors que les petites entreprises recourent plus volontiers à l'emploi d'étrangers "sans papiers". Ainsi l'emploi des étrangers "clandestins" se trouve-t-il parfaitement intégré dans le système économique. » Simple constatation qui montre combien cette hystérie ignoble sur les travailleurs « clandestins », nécessaires aux surprofits capitalistes, ne sert qu'à accroître la chasse à tous les « immigrés ». Nous disons: Tous ceux qui ont réussi à pénétrer dans ce pays doivent avoir le droit d'y rester, et avec les pleins droits de citoyenneté!

La discrimination dans l'emploi s'exprime brutalement aussi par le fait que les « immigrés » sont exclus dans ce pays d'un tiers des emplois salariés – depuis la fonction publique jusqu'à la Sécurité sociale! (Sans parler de l'exclusion d'un grand nombre de professions « libérales ».) *Abolition de l'in-*



Mitterrand, ministre de l'Intérieur en 1954-55 et pro-« Algérie française », se fait présenter les armes par une compagnie de harkis. En 1982, il amnistiera totalement les généraux de l'OAS.

droite mais également dans celles dirigées par le PS et le PCF qui s'efforcent de gérer loyalement l'austérité capitaliste dans un cadre municipal. Cette politique municipaliste a été poussée à sa conclusion ultime et répugnante avec la récente campagne électorale raciste du maire PCF de Clichy-sous-Bois, un dénommé André Déchamps. La direction du PCF a fini par se décider, plusieurs jours après s'être félicitée d'avoir gagné ces élections, à se débarrasser de cet apprenti Doriot (qui n'en était d'ailleurs pas à sa première provocation raciste), déclarant qu'il s'était « mis hors du PCF ». On ne peut que se féliciter que cet individu nauséabond soit aujourd'hui hors du mouvement ouvrier. Il n'empêche que c'est cette même logique municipaliste qui a conduit le maire de Vitry en 1980 à envoyer un bulldozer contre un foyer d'« immigrés » – action défendue à l'époque par la direction du PCF qui, ayant la perspective de participer bientôt à un gouvernement Mitterrand, voulait prouver à la bourgeoisie qu'elle était prête à faire le « sale boulot » contre les travailleurs.

Depuis les années 70, les travailleurs « immigrés » ont été les premières victimes de la crise, et les plus brutalement frappés. Une étude du GISTI (Groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés) indique qu'« entre 1973 et 1985, près de la

terdiction aux non-Français d'accéder aux emplois de la fonction publique et assimilés! Mais une carte d'identité nationale ne garantit nullement les enfants d'origine maghrébine ou africaine « naturalisés » (pas plus d'ailleurs que les Antillais) d'échapper aux ghettos professionnels réservés à leurs parents, dans des emplois sous-qualifiés, précaires, sous-payés et dangereux.

LA « DEUXIEME GENERATION », UNE CASTE SEGREGUEE EN FORMATION ?

A la suite des puissantes luttes menées, dans les années 80, par ses pères dans l'automobile, toute une génération a surgi sur le devant de la scène avec la marche des Minguettes. Mais, pour la bourgeoisie qui les considère comme lui étant inutiles, ces jeunes, alors qu'ils sont partie intégrante de la jeunesse de ce pays (où ils sont nés dans leur écrasante majorité), pourraient bien devenir une « classe dangereuse » à tenir en respect. Pour prévenir ces débuts d'incendies, les premières années Mitterrand ont vu fleurir dans les rues des cités-ghettos, curés, éducateurs et associations liées par le biais notamment du PS à l'Etat bourgeois (et vivant de ses subsides) et dont le but avoué a été de drainer une mince couche de ces jeunes issus de l'immigration, une « élite » disposée à servir de couverture à la po-

litique raciste du gouvernement. C'est la fonction servile que continuent à remplir les SOS-Racisme et autres France Plus, même si la politique raciste de plus en plus crue menée par les gouvernements Mitterrand leur ont enlevé tout crédit auprès des jeunes « beurs ».

Ces derniers font quotidiennement la douloureuse expérience de l'exclusion raciste. Interdits de discothèques, harcelés par les flics, tabassés dans les commissariats ou menacés de mort dans les rues, ils subissent un échec scolaire massif et sont ségrégués dans des filières professionnelles courtes et sans avenir. Et même possesseurs d'une qualification professionnelle supérieure à celle de leurs pères, l'accès à l'emploi est, pour la majorité d'entre eux, presque impossible. *Libération* du 26 mars notait que, d'après une enquête ministérielle, parmi une couche de ces jeunes, les fils et filles de harkis, 67 % sont en échec scolaire, et dans certains départements du sud de la France ce sont même 80 % des 18-35 ans qui sont au chômage. C'est pourquoi nous revendiquons le droit réel à un enseignement de qualité dans des écoles ouvertes à tous et toutes, un accès complètement libre aux lycées, universités et autres institutions supérieures de formation, avec une bourse qui permette un tel accès.

Exclus du monde du travail, terrorisés par la racaille raciste, parqués dans des ghettos, ces jeunes, mis à l'écart par les directions chauvines des syndicats et partis réformistes, risquent d'aller chercher du côté des intégristes religieux, réactionnaires, une illusoire dignité – en fait, une marginalisation plus grande et surtout un renforcement de l'oppression tout particulièrement pour ces jeunes filles et jeunes femmes issues de l'immigration. C'est le devoir brûlant du mouvement ouvrier organisé de ce pays d'arracher ces jeunes à l'oppression qui pèse spécifiquement sur eux. Ce qui passe par une lutte pour en chasser ces directions chauvines qui n'hésitent pas à l'occasion, comme l'ont fait les directions de la FEN lors de l'« affaire des foulards islamiques », à se mettre à la tête de campagnes racistes.

LA CHASSE AUX « IMMIGRES » : UNE POURSUITE DES GUERRES COLONIALES

Si cette discrimination féroce frappe plus particulièrement les Maghrébins, ce n'est pas un hasard. Une récente étude sur l'immigration (F. Dubet, « Immigrations: qu'en savons-nous? », *Notes et Etudes documentaires* n° 4887, 1989) concluait que « c'est l'histoire des rapports politiques, du colonialisme et de la guerre qui freine l'intégration et l'assimilation des Algériens en France ». Dans un ouvrage récent, l'historien P. Vidal Naquet notait aussi que « la persistance des crimes à caractère raciste est une de [ces limites], et on peut se

Suite page 10

LE BOLCHEVIK

ABONNEZ-VOUS!

30 F pour 10 numéros
Hors Europe : 40 F (avion 60 F)
Etranger : mandat poste international

NOM _____

ADRESSE _____

TEL _____

Ecrire au Bolchévik,
B.P. 135-10,
75463 Paris Cedex 10

Japon...

Suite de la page 5

mandarins du PLD, est allée signer le registre des condoléances de feu l'empereur Hiro-Hito, et aujourd'hui elle veut faire modifier les règles de la maison impériale pour qu'une femme puisse accéder au trône. Nous avons tous entendu parler du féminisme bourgeois - est-ce là du féminisme féodal ?

PLEINS DROITS DE CITOYENNETÉ POUR LES COREENS ET TOUS LES TRAVAILLEURS D'ORIGINE ETRANGERE !

La campagne électorale a été marquée par une violente hystérie anticoréenne qui était le résultat direct de la manipulation agressive par le PLD d'un prétendu scandale de corruption dans les affaires de pachinko, dans le cadre d'une tentative d'associer le PSJ à la Corée du Nord. (Le pachinko est une forme extrêmement populaire de jeu de hasard autorisé, intermédiaire entre le flipper et les machines à sous.) Environ 70 % des salles de pachinko sont gérées par des Coréens, et cette industrie qui brasse des milliards de yen emploie une proportion significative de la population coréenne. Ces gérants coréens de pachinko se divisent entre partisans de la Corée du Nord et partisans de la Corée du Sud, ce qui reflète la physiologie sociale de la communauté coréenne dans son ensemble.

Le « scandale » du pachinko a placé la minorité coréenne sous les feux de l'actualité, et déclenché une série d'attaques racistes. Les écolières coréennes, qui portent un costume national traditionnel en classe, ont été les principales victimes, se faisant attaquer à coups de parapluie par des mères de famille et des grand-mères. A mesure que les attaques se multipliaient et s'étendaient à tout le Japon, beaucoup d'entre elles étaient organisées par des nervis d'extrême droite. Un vieux dirigeant coréen a fait remarquer que cela est la pire situation à laquelle les Coréens ont été confrontés depuis le tremblement de terre de Kanto en 1923, quand des milliers d'entre eux furent assassinés au cours d'un pogrom xénophobe.

Entre 1910 et 1945, pendant l'occupation de la péninsule coréenne par les Japonais, des Coréens ont été amenés de force au Japon pour y travailler.

Après la Deuxième Guerre mondiale, la plupart d'entre eux, pour qui le Japon était devenu leur pays, sont restés. Après trois générations, les Coréens n'ont toujours pas de droits civiques ! Ils n'ont pas la citoyenneté, ne peuvent ni voter ni se présenter aux élections, doivent avoir leurs empreintes digitales fichées et porter sur eux en permanence une carte de *Gaijin* (étranger). Ne pas respecter ce système de *pass* style Afrique du Sud les expose au harcèlement policier. Pour devenir citoyens dans leur propre pays, ils doivent renier leurs ancêtres et adopter un nom japonais ! Peu de Coréens se soumettent à cette humiliation.

Dans cette société insulaire et d'un racisme arrogant, les récentes attaques contre les Coréens font partie d'une montée générale du racisme attisée par l'augmentation spectaculaire du nombre de travailleurs immigrés mal payés venus d'Asie et d'Afrique. Ces travailleurs étrangers occupent ce qu'on appelle les emplois « ki » (*kitani* - sales, *kitsui* - durs, *kiken* - dangereux). Les travailleurs « ki » sont sauvagement exploités par de petits capitalistes tandis que les autorités d'Etat les soumettent à toutes sortes de vexations racistes.

Pour ne prendre que quelques exemples répugnants, l'ambassade du Pakistan a récemment protesté contre une circulaire de l'Ecole de l'Agence nationale de police qui conseille aux nouvelles recrues de se laver les mains après avoir interrogé des Sud-Asiatiques, parce que « les Pakistanais ont une odeur corporelle particulière qui fait que les salles d'interrogatoire et de détention sentent mauvais » (*Japan Times*, 4 décembre 1989). Le maire de la ville industrielle de Kawaguchi, dans l'agglomération de Tokyo, déclarait devant un colloque sur les travailleurs immigrés que « les Japonais pouvaient se cogner à des Pakistanais la nuit, à cause de leur peau foncée » !

Les minorités traditionnelles du Japon, les Burakumin (intouchables de l'époque féodale) et les Ainou (la population aborigène du Japon) sont rigideusement cantonnées à une citoyenneté de seconde classe. Les Ainou sont pour la plupart ségrégués dans l'île septentrionale d'Hokkaido, tandis que les Burakumin sont ségrégués dans des communautés séparées et subissent une discrimination institutionnalisée dans tous les domaines de la vie sociale et renforcée par les tristement célèbres

« listes » officiellement illégales. Ils ne peuvent travailler que comme main-d'œuvre temporaire dans l'industrie de base, et se voient refuser la protection syndicale et la plupart des prestations sociales des entreprises. Les Coréens sont complètement exclus de l'industrie de base et doivent travailler dans les entreprises de sous-traitance, le pachinko ou des entreprises familiales.

La question de l'oppression raciste et la nécessité d'un parti léniniste « tribun du peuple » était posée de façon aiguë lors des dernières élections à la Diète. Cependant, personne dans la « gauche » n'a défendu les Coréens attaqués ou ne s'est battu contre les horribles conditions que doivent endurer les travailleurs immigrés. Le Groupe spartaciste du Japon appelle à une *république ouvrière*, liant ainsi la révolution socialiste prolétarienne à la destruction du système impérial et à la libération des femmes et des minorités opprimées.

Nous exigeons les pleins droits de citoyenneté pour tous les travailleurs non japonais et leur famille ! Il faut en finir avec le statut de citoyens de seconde classe pour les Burakumin et les Ainou ! A bas le système des cartes de *Gaijin* ! Non à l'assimilation forcée et à l'obligation de prendre un nom japonais ! Pour une éducation bilingue et l'accès sans restriction aux activités culturelles ! Pour les droits civiques et la pleine intégration ! A bas les discriminations dans l'emploi, l'éducation et le logement ! Les travailleurs immigrés et ceux appartenant aux minorités doivent être intégrés dans le mouvement ouvrier japonais ! Organisez les inorganisés, et en particulier les travailleurs temporaires dans la grande industrie !

POUR DES MOBILISATIONS OUVRIERES/MINORITES POUR ECRASER LA TERREUR D'EXTRÊME DROITE !

Pendant l'interminable veillée funèbre d'Hiro-Hito, fin 1988, le maire PLD de Nagasaki, Hitoshi Motoshima, est devenu un homme à abattre quand il a déclaré que l'empereur portait une certaine responsabilité dans les crimes des militaires japonais pendant la guerre du Pacifique (la Deuxième Guerre mondiale). En janvier dernier, des nervis d'extrême droite tiraient sur Motoshima, le blessant sérieusement. Ces fanatiques nationalistes ont orches-

tré un grand nombre des attaques contre des écoliers coréens, et se sont rassemblés à Kyoto pour essayer de perturber la conférence d'un syndicat d'enseignants, le Nikkyoso. Ce syndicat de gauche est depuis longtemps une cible de l'extrême droite, car les enseignants se battent contre l'introduction de nouvelles directives du Ministère de l'Education qui vont faire entrer dans les programmes le respect de l'empereur, l'hymne national non officiel (le Kimigayo) et le drapeau du soleil levant (Hinomaru).

La montée de la terreur d'extrême droite est un danger mortel pour la classe ouvrière. Comme dans l'Allemagne nazie, le fascisme vise à la destruction physique du mouvement ouvrier. Pourtant, les dirigeants des trois grandes fédérations syndicales n'ont pas levé le petit doigt pour combattre les bandes nationalistes. Et la stupide nouvelle gauche était trop occupée à essayer de faire fermer l'aéroport Narita de Tokyo (une lubie écologiste) pour combattre les vrais ennemis du progrès social au Japon. Il est particulièrement humiliant que les bandes réactionnaires aient pu harceler en toute impunité des conventions syndicales. Le mouvement ouvrier a pour lui le nombre, la discipline et la force nécessaires pour écraser ces nervis.

Il y a une nécessité urgente de mobilisations de front unique réunissant le mouvement ouvrier, les groupes qui combattent pour les droits des femmes et les minorités opprimées pour débrancher les haut-parleurs de cette vermine et la balayer des rues. Quand cette racaille d'extrême droite a commencé à descendre sur Nagasaki, des détachements de syndicalistes auraient pu préserver les rues de la pollution fasciste. Avec les membres de la communauté coréenne, les syndicats auraient dû organiser des escortes pour assurer la sécurité des élèves coréens.

Seul le prolétariat, se plaçant à la tête de toutes les couches opprimées de la société, peut libérer le Japon de l'exploitation des Mitsubishi et des Mitsui, et du poids mort du culte de l'empereur. Pour accomplir cette tâche historique, il faut arracher la classe ouvrière aux agents sociaux-démocrates et stalinien de « Japon SA » et la gagner à une direction marxiste révolutionnaire. C'est la perspective du Groupe spartaciste du Japon, membre de la Ligue communiste internationale.

- Traduit de Workers Vanguard n° 499

Consensus...

Suite de la page 9

demande si elle n'exprime pas une sorte de « fidélité » à une bien sinistre tradition, instituée tout au long des sept années de la guerre d'Algérie par la récurrence des assassinats d'Algériens perpétrés par les forces de l'ordre tant en France qu'en Algérie » (*Face à la raison d'Etat - Un historien dans la guerre d'Algérie*). Si aujourd'hui tuer ou torturer un « immigré » dans un commissariat est considéré par la « justice » française comme la chose la plus banale du monde, c'est que ces tortionnaires ont derrière eux une solide tradition. Tout l'appareil d'Etat français s'est fait la main sur les « sous-hommes » qui composaient l'empire colonial où l'impérialisme français a apporté ses propres méthodes de torture et de carnage.

De plus, tous les acteurs de la sale guerre d'Algérie, qui ont sur les mains le sang des Algériens, occupent aujourd'hui la scène politique - des sociaux-démocrates qui, avec Guy Mollet, ont déclenché la guerre d'Algérie aux caciques gaullistes et autres barbouzes, en passant par Giscard (sympathisant de l'OAS) et Le Pen qui fit ses classes de tortionnaire en Algérie. Et Mitterrand lui-même, ministre de l'Inté-

rieur puis de la « Justice » de l'époque et fervent défenseur de l'Algérie française. Un engagement qui lui valut d'ailleurs en 1965, en remerciement, le désistement en sa faveur du candidat de l'extrême droite, Tixier-Vignancourt, avocat de l'OAS. Un engagement qui ne s'est pas démenti puisque que c'est sous son gouvernement, en 1982, que les généraux de l'OAS ont été totalement amnistiés.

L'histoire de cette sale guerre coloniale, c'est aussi celle de la faillite de la direction réformiste du PCF, dont l'influence était alors dominante parmi les couches les plus combattives de la classe ouvrière française. Au milieu des années 30, avec la politique de « Front populaire », les stalinien français étaient passés définitivement du côté de la défense d'un « ordre » bourgeois dont un des aspects clés était le maintien sous le joug des dizaines de millions d'esclaves coloniaux de l'impérialisme français.

Si un certain nombre de militants communistes se sont engagés courageusement, à titre individuel, contre la sale guerre d'Algérie, la direction du PCF a voté les pleins pouvoirs, en 1956, à un gouvernement Mollet déjà engagé dans une répression sauvage. Il fallut attendre 1961 pour que le PCF se décide enfin à réclamer l'indépendance de l'Algérie - devenue acceptable pour

de Gaulle.

Refusant de mobiliser la puissance sociale de la classe ouvrière en défense du peuple algérien en lutte pour son indépendance, la direction du PCF refusait en même temps de défendre et d'organiser les centaines de milliers de travailleurs algériens en France, soumis à une surexploitation féroce et terrorisés par la police qui se livrait en toute impunité, dans les banlieues ouvrières, au même terrorisme d'Etat qui ensanglantait l'Algérie. C'est ainsi que le 17 octobre 1961 les directions du mouvement ouvrier français laissaient des dizaines de milliers de travailleurs algériens manifester seuls dans les rues de Paris. Ce jour-là, la police ouvrit le feu à la mitrailleuse, et cette ratonnade meurtrière se poursuivra des jours durant dans les commissariats et les stades - en tout, plusieurs centaines de morts.

Depuis, le PCF a continué à tourner le dos aux travailleurs maghrébins qui constituaient désormais une composante clé de la classe ouvrière - rompant ainsi avec le rôle qu'il avait joué dans le passé, même après sa dégénérescence réformiste, pour intégrer dans le mouvement ouvrier de ce pays les couches successives d'immigration d'origine européenne. Ce faisant, le PCF s'est condamné à ne plus organiser que les couches (relativement) privilégiées

de la classe ouvrière « blanche ». Talbot, après Vitry, a fini de convaincre les « immigrés » qu'ils n'avaient pas grand-chose à attendre du PCF. Et cet état de choses n'a pas peu contribué à la chute de son influence ces dernières années.

Depuis l'époque de l'Union de la gauche, la direction du PCF ainsi que l'« extrême gauche » ont colporté, et colportent toujours, des illusions dans Mitterrand. Une des plus mensongères de ces illusions est que cette « gauche », dirigée par un des criminels de la guerre d'Algérie, et engagée à l'avance à gérer le capitalisme français sur le dos des travailleurs, pourrait lutter contre la terreur et la ségrégation racistes. Une telle lutte ne pourra se mener que contre les directions réformistes chauvines du mouvement ouvrier et leurs larbins d'« extrême gauche ». La classe ouvrière de ce pays a besoin d'un parti authentiquement révolutionnaire capable de lui donner les moyens politiques de combattre la division raciste et la montée des fascistes, un parti, multiracial, qui opposera aux illusions mensongères du front-populisme la perspective d'un gouvernement ouvrier - la nécessité d'écraser définitivement ce système inhumain d'exploitation et d'oppression raciste par la révolution ouvrière. C'est la tâche que se fixe la Ligue trotskyste. ■

Lituanie...

Suite de la page 12

être sauvée qu'en balayant l'oligarchie du Kremlin et en restaurant les principes de l'internationalisme prolétarien de Lénine et Trotsky. La fédération soviétique doit être reforgée sur la base d'une démocratie ouvrière authentique, ce qui comprend le droit démocratique à l'autodétermination nationale, c'est-à-dire le droit des républiques membres de l'union à faire sécession et à constituer un *Etat ouvrier* indépendant.

DELIRE NATIONALISTE EN LITUANIE

Mais le mouvement pour la sécession en Lituanie n'a rien à voir avec des aspirations démocratiques. C'est un mouvement pour la contre-révolution capitaliste, accompagnée d'une chasse aux sorcières contre les communistes, les ouvriers conscients et les minorités nationales. Parmi les membres du Sajudis élus au parlement sécessionniste, il y a trois députés qui étaient connus comme terroristes antisoviétiques à la fin des années 1940 et au début des années 50. La « déclaration d'indépendance » a été adoptée dans un climat d'hystérie nationaliste : un journaliste lituanien proche du Sajudis rapportait que « *quiconque parle contre [la "déclaration d'indépendance"] est assuré d'être accusé de trahison* ». Les nationalistes lituaniens ont fait tout ce qu'ils ont pu pour provoquer et insulter les autres peuples soviétiques : par exemple, la destruction de monuments commémorant la libération de la Lituanie, par l'Armée rouge, du joug de l'occupation nazie.

Une des raisons principales qui explique pourquoi, des trois Républiques baltes, la Lituanie a été la première à prendre le chemin de la sécession est que 80 % de la population y est constituée de Lituaniens de souche. Par contre, en Lettonie et en Estonie, pratiquement la moitié de la population – et la majorité du prolétariat – est constituée de Russes, d'Ukrainiens, de Biélorusses, de Juifs, de Sibériens et de membres d'autres peuples soviétiques. Toutefois, malgré leur faiblesse numérique relative, les russophones et, encore plus significatif politiquement parlant, les membres de la minorité polonaise ont activement protesté contre les sécessionnistes du Sajudis. Le 27 mars, on rapporte que 10 000 partisans du PC pro-union ont manifesté devant le parlement lituanien. Des orateurs ont souligné que la sécession apporterait le chômage, la pauvreté, la propriété privée et les expulsions en masse.

Etant donné que les Polonais (qui constituent 9 % de la population de la république) sont traditionnellement catholiques comme les Lituaniens et antirusses, on pouvait s'attendre à ce qu'ils soutiennent une Lituanie indépendante. Mais eux aussi redoutent d'être assujettis à la « lituanisation » forcée et à une citoyenneté de seconde classe. Les députés issus de la minorité polonaise se sont abstenus sur la déclaration lituanienne d'indépendance. Une institutrice polonaise déclarait au *New York Times* (26 mars) : « *Les gens sont en train de perdre leur langue maternelle [...]. Nous ne sommes pas préparés pour cela.* » Peut-être se rappelait-elle qu'en 1926, le dirigeant violemment antipolonais de la Lituanie indépendante, Augustinas Voldemaras, avait fermé les écoles polonaises et emprisonné les instituteurs polonais.

Si le Sajudis fait souvent référence à la république bourgeoise lituanienne de l'entre-deux-guerres, il dit rarement qu'entre 1920 et 1939 Vilnius portait le nom de Wilno et faisait partie de la Pologne. Les propriétaires terriens lituaniens se considéraient comme partie intégrante de l'aristocratie polonaise.

Josef Pilsudski, l'homme fort fascinant de la Pologne de l'entre-deux-guerres, et le premier président de la Pologne étaient tous deux natifs de Lituanie (Richard Watt, *Bitter Glory - Poland and Its Fate: 1919 to 1939* [1979]). Détail ironique de cette histoire, la république soviétique voisine de Biélorussie a exigé, la semaine dernière, la restitution des six comtés du sud de la Lituanie, dont Vilnius, qui avaient été cédés à la Lituanie quand celle-ci fut intégrée à l'URSS en 1940.

Les dénonciations les plus dures des sécessionnistes du Sajudis sont venues du haut commandement soviétique. Le port lituanien de Klaipeda (anciennement Memel) est un des principaux points de transit pour l'acheminement de matériel militaire dans d'autres régions de l'URSS. De plus, la sécession lituanienne couperait du reste de l'Union soviétique l'important port balte



Ciesla Foundation

Une unité de partisans juifs après la libération de Vilna (Vilnius) de la domination nazie. Alors que la majorité de la population lituanienne accepta l'occupation nazie, les combattants juifs se joignirent aux partisans communistes dans les forêts.

de Kaliningrad, qui est majoritairement russophone et fait partie de la République de Russie. La réponse vigoureuse de Moscou en Lituanie peut également être une réaction à la victoire de la droite dans les élections est-allemandes du 18 mars. Avec le spectre d'un Quatrième Reich qui plane à l'Ouest, le corps des officiers soviétiques et d'autres éléments de la hiérarchie peuvent être moins disposés à tolérer une tête de pont de l'OTAN sur la côte balte.

Un danger encore plus immédiat est l'encouragement que constituerait la sécession lituanienne pour les autres mouvements nationalistes-séparatistes, et pas seulement dans la Lettonie ou l'Estonie voisines. La plus grande République caucasienne, la Géorgie, est devenue un nid de vipères de groupes réactionnaires. L'un des plus grands groupes séparatistes est le Parti monarchiste qui proclame : « *Notre nouvel Etat devra être bâti sur un principe strict de hiérarchie* ». (*Wall Street Journal*, 28 mars). Ce parti est en contact avec le prétendant au trône de Géorgie, qui vit actuellement en Espagne. Dans toute la Géorgie, les statues de Lénine ont été abattues, alors que les monarchistes et d'autres réactionnaires ont pris le contrôle des locaux de l'Institut du marxisme-léninisme et de la Ligue des jeunes communistes.

A l'échelle de l'URSS, les trois Républiques baltes sont lilliputiennes. Et la perte des Républiques caucasiennes n'affecterait pas non plus fondamentalement le pouvoir soviétique. L'Ukraine, par contre, se situe sur un ordre de grandeur entièrement différent. C'est la deuxième république par la taille ; elle

a une importance agricole, industrielle et militaire énorme. Lors des dernières élections au parlement de la république, les nationalistes ukrainiens du mouvement Roukh ont gagné approximativement le tiers des sièges et dominent entièrement le conseil municipal de Lvov, la principale ville d'Ukraine occidentale. Le député du Roukh Genrikh Altunyan proclame : « *Nous pensons à ce que Moscou considère comme impensable. Aujourd'hui la Lituanie. Demain le Caucase. Après-demain l'Ukraine.* »

SEUL LE COMMUNISME PEUT VAINCRE LE NATIONALISME

La montée du nationalisme anticommuniste dans les Pays baltes, au Caucase et en Ukraine s'est accompagnée de la montée de la démagogie

l'Eglise orthodoxe russe, Raspoutine se lamente : « *La Révolution a mis en avant des gens qui ont détruit la Russie.* » Qui ce membre du conseil présidentiel de Gorbatchev tient-il pour responsable de la Révolution bolchévique ? « *Je pense qu'aujourd'hui les Juifs, ici, devraient se sentir responsables du péché d'avoir accompli la Révolution, et de la tournure qu'elle a prise. Ils devraient se sentir responsables de la terreur. De la terreur qui a existé pendant la Révolution, et particulièrement après la Révolution. Ils ont joué un grand rôle, et leur culpabilité est grande. A la fois pour cela et pour l'assassinat de dieu* » (*New York Times Magazine*, 28 janvier). En même temps, Raspoutine réclame maintenant un pouvoir sans entraves du Kremlin, dans le but de préserver une Russie « une et indivisible », pour utiliser la terminologie tsariste qu'il hérite tant.

Alors que les nationalistes russes veulent un homme à poigne au Kremlin pour réprimer les divergences politiques et les minorités nationales qui s'agitent, beaucoup d'intellectuels pro-occidentaux veulent un homme à poigne pour imposer leur programme économique antiouvrier. Nikolai Chmelev, partisan en vue du « marché libre », affirme : « *Nous avons besoin de l'autorité du pouvoir présidentiel pour prendre des décisions impopulaires. Sans elles, il n'y aura pas de sortie de la crise* » (*Wall Street Journal*, 14 mars). Il y a ainsi une certaine convergence entre les intellectuels occidentalaisants, les nationalistes russes et les staliniens à l'ancienne manière, en direction du bonapartisme – le désir d'un dirigeant fort se tenant au-dessus des fractions politiques et capable de s'affranchir de l'opinion publique.

L'Union soviétique traverse actuellement une crise grave. Au moment où la bureaucratie part en morceaux, une large couche de l'intelligentsia urbaine méprise et rejette la classe ouvrière, alors que le prolétariat inquiet commence à lutter sur des revendications économiques. Face à des nationalités hostiles qui vont vers la sécession et la restauration capitaliste, l'organisation fascisante Pamiat joue sur les frustrations et les peurs de la population russophone inquiète. Ce qui est nécessaire, de manière urgente, c'est un parti d'avant-garde tel que le parti bolchévique de Lénine qui a uni des intellectuels qui voulaient la révolution aux militants ouvriers avancés.

Les bolchéviks, sous Lénine et Trotsky, ont été capables de combattre toutes les formes du nationalisme petit-bourgeois et de faire des peuples de l'ancien empire tsariste une fédération soviétique parce qu'ils jouissaient d'une grande autorité morale en tant que communistes, c'est-à-dire internationalistes prolétariens. Aujourd'hui, un parti léniniste-trotskyiste est nécessaire pour chasser la bureaucratie staliniennne, restaurer le pouvoir des soviets ouvriers et introduire une économie égalitaire, planifiée avec la participation pleine et active des masses. Seul un parti ouvrier d'avant-garde basé sur un programme internationaliste peut combattre les dangers menaçant de démembrer l'URSS et diriger la lutte pour reforguer une authentique Union des républiques socialistes soviétiques.

- Traduit de *Workers Vanguard* n° 499

POUR CONTACTER LA LTF

Paris	Le Bolchévik BP 135-10 75463 Paris Cedex 10 Tél: 42 08 01 49
Rouen	Spartacist BP 240 76003 Rouen Cedex Tél: 35 73 74 47
Lyon	Spartacist BP 7104 69353 Lyon Cedex 07

Les nationalistes baltes, fer de lance de la contre-révolution en URSS

Moscou essaie de contrecarrer les sécessionnistes lituaniens

6 avril - Fascistes ukrainiens, monarchistes géorgiens, collaborateurs baltes de l'Allemagne nazie : ce sont les « combattants de la liberté » antisoviétiques honorés depuis longtemps dans les capitales occidentales. Depuis des décennies, les stratèges impérialistes rêvent de provoquer l'éclatement de l'Union soviétique en encourageant et en soutenant des mouvements nationalistes réactionnaires. Maintenant, ils pensent que ce jour est proche. C'est pourquoi la déception était manifeste dans les capitales de l'OTAN lorsque les chars soviétiques ont bruyamment défilé dans Vilnius, en Lituanie.

Le régime stalinien « libéral » de Mikhaïl Gorbatchev est en train d'abandonner l'Europe de l'Est, a accepté la réunification impérialiste de l'Allemagne et a introduit de larges éléments d'exploitation capitaliste dans l'économie soviétique. C'est pourquoi nombreux étaient ceux qui s'attendaient à ce qu'il n'oppose aucune résistance sérieuse lorsque, le 11 mars dernier, le parlement lituanien, dominé par le mouvement nationaliste Sajudis, a proclamé son « indépendance » vis-à-vis de l'URSS. Sous couvert d'« autodétermination nationale », le Sajudis lituanien constitue actuellement le fer de lance de la contre-révolution soutenue par les impérialistes en URSS. Mais même le toujours accommodant Gorbatchev ne s'est pas couché et n'a pas fait le mort en Lituanie.

Tout récemment, des convois blindés et des colonnes de chars ont paradé de façon ostentatoire dans la capitale Vilnius. Les forces de sécurité du KGB ont resserré les contrôles autour des frontières de la république. Lorsque les dirigeants du Sajudis ont parlé de l'éventualité de mettre sur pied une « défense territoriale », Gorbatchev a donné l'ordre à tous les citoyens lituaniens de remettre leurs armes à feu personnelles. Des parachutistes ont arrêté les déserteurs lituaniens des forces armées soviétiques. Des troupes soviétiques montent la garde devant les locaux du Parti communiste loyal à Moscou après qu'une scission nationa-

Le stalinisme en décomposition cherche à gagner du temps



Boris Yorchenko/AP

Dans une démonstration de force, des chars soviétiques traversent Vilnius, la capitale de la Lituanie.

liste du PC a tenté de s'en emparer. Les diplomates et les journalistes occidentaux ont reçu l'ordre de quitter la Lituanie. La dernière action en date des troupes soviétiques a été d'occuper les locaux du parquet lituanien et de l'imprimerie qui édite le journal du Sajudis.

Les actions de Moscou ont pris les dirigeants américains par surprise. Bush a gémi que « toute tentative de coercition, d'intimidation ou d'intervention par la force contre le peuple de Lituanie est vouée à se retourner contre son auteur » (New York Times, 24 mars). Toutefois, Washington et les autres

capitales de l'OTAN n'ont pas soutenu l'« indépendance » lituanienne, et ce par peur de provoquer une ligne plus dure à Moscou et de miner peut-être la position de Gorbatchev, le dirigeant du Kremlin préféré de l'impérialisme occidental depuis le tsar Nicolas II. Le 30 mars, Bush a envoyé une lettre personnelle à Gorbatchev contenant le message suivant : « Nous n'essayons pas de rendre les choses difficiles pour la Lituanie ou pour l'Union soviétique. » A ceux des politiciens américains les plus à droite, comme Jesse Helms, qui ont dénoncé Bush pour « brader » la Lituanie aux Soviétiques, un responsable

de la Maison Blanche répondit : « Est-ce que les membres du Congrès qui veulent la reconnaissance [de la Lituanie] veulent que Gorbatchev continue à se retirer de Hongrie, de Tchécoslovaquie et de Pologne ? Veulent-ils permettre la réunification allemande ? [...] Evidemment, ils le veulent, mais je ne sais pas s'ils ont considéré quel effet notre position sur la Lituanie a sur ces choses-là [...] » (New York Times, 28 mars). En d'autres termes, Gorbatchev nous offre déjà toute l'Europe de l'Est sur un plateau. Pourquoi risquer tout cela, maintenant, pour la Lituanie ?

La position diplomatique de Washington a poussé le dirigeant du Sajudis Vytautas Landsbergis à accuser les puissances occidentales de « nous avoir vendus ». Leurs parrains impérialistes n'étant pas disposés à provoquer une confrontation mondiale majeure, les nationalistes lituaniens reculèrent quelque peu. Le 29 mars, Landsbergis et Cie proposaient de discuter avec Moscou la tenue d'un référendum populaire sur la sécession. Gorbatchev répondit qu'il discuterait seulement si le parlement lituanien annulait la « déclaration d'indépendance ».

Quelle que soit l'issue immédiate de la crise lituanienne, la bureaucratie stalinienne discréditée du Kremlin n'a aucun programme politique pour combattre les nationalismes réactionnaires qui menacent aujourd'hui de démembrer l'Union soviétique. Le régime de Gorbatchev a pu seulement soutenir que la « déclaration d'indépendance » lituanienne était « non valide » parce qu'elle violait la Constitution de l'URSS. Toute la stratégie de Gorbatchev pour traiter avec le séparatisme nationaliste consiste à gagner du temps, rien de plus. Son nouveau projet de loi sur la question nationale propose un délai de cinq ans avant qu'une république puisse faire sécession, délai suivi d'un référendum populaire et de l'approbation du Congrès des députés du peuple de l'URSS.

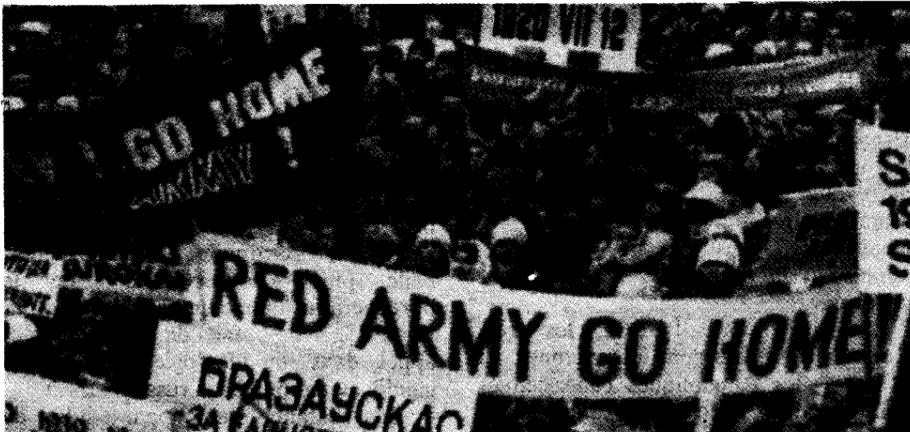
Alors que la crise lituanienne se développait, Gorbatchev a nommé à son nouveau conseil présidentiel, de manière inattendue, Valentin Raspoutine, nationaliste russe réactionnaire et antisémite enragé. Cette nomination peut être un indice inquiétant d'une tentative d'utiliser le chauvinisme grand-russe comme contrepoids au séparatisme nationaliste dans les Pays baltes, le Caucase et l'Ukraine. Une telle politique, profondément cynique, mènera assurément à des pogroms, à des bains de sang intercommunautaires et à la destruction de l'Union des républiques socialistes soviétiques.

Six décennies d'oppression et de parasitisme bureaucratique stalinien ont amené beaucoup de minorités nationales à voir dans l'Union soviétique une version moderne de ce que Lénine appelait la « prison des peuples » de la Russie tsariste. L'Union soviétique ne peut

Suite page 11



Le Segretain/SIPA-PRESS



Der Spiegel

A droite, manifestation séparatiste du 10 janvier à Vilnius contre la visite de Gorbatchev. Sous couvert d'« autodétermination nationale », le Sajudis lituanien de Landsbergis (à gauche) pousse à la restauration capitaliste.